
Ref. Doc. : 32000-47554-1

A : A. PIVOT / UNITE DE GESTION MAGAZINES FRANCE 2

Mot-Clé : DEBAT

FRANCE 2

LE DEBAT – 02/05/2007 – 21 :00

Invités : Ségolène ROYAL, candidate PS à l'élection présidentielle et Nicolas SARKOZY, candidat UMP à l'élection présidentielle

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Bonsoir à tous.

ARLETTE CHABOT

Bonsoir à tous. Bonsoir Ségolène ROYAL.

SÉGOLÈNE ROYAL

Bonsoir.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Bonsoir Nicolas SARKOZY.

NICOLAS SARKOZY

Bonsoir.

ARLETTE CHABOT

Alors, vous êtes, évidemment, très nombreux, nous l'imaginons, ce soir pour suivre ce débat en France, mais aussi à l'étranger puisqu'il est diffusé en direct par de nombreuses chaînes en Europe, mais aussi dans le monde entier. Ce face-à-face est attendu, il n'y en a pas eu depuis 1995, depuis 12 ans en France. Les Français vous ont donc choisis Ségolène ROYAL et Nicolas SARKOZY pour ce 2nd tour de l'élection présidentielle. Alors, évidemment, nous sommes là avec Patrick POIVRE d'ARVOR pour faire en sorte que ce débat se déroule dans la plus grande clarté.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Et, bien sûr les règles seront les mêmes pour tout le monde, c'est-à-dire même temps de parole, même questions, les réponses – je le suppose – seront différentes. Avec Arlette CHABOT, nous avons décidé de définir 4 grands chapitres de durée à peu près égale : la conception du pouvoir et les institutions, les problèmes économiques et sociaux, les problèmes dits de société – type éducation, famille, recherche, culture, environnement –, puis les relations internationales avec l'Europe comprise bien entendu. Le tirage au sort, qui a été effectué tout à l'heure au siège du CSA, va permettre à Nicolas SARKOZY de commencer l'exercice et à Ségolène ROYAL de le conclure. Mais, apparemment, juste un petit mot pour essayer de détendre l'atmosphère, sur votre état d'esprit aux uns et aux autres. Ségolène ROYAL, vous vous sentez comment ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Très bien, très fière d'être ici, très heureuse, merci.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Nicolas SARKOZY ?

NICOLAS SARKOZY

Concentré parce que c'est naturellement un débat, c'est quelque chose d'exigeant et les Français nous ont sélectionnés, madame ROYAL et moi, pour être au 2^e tour, donc nous portons tous les deux une responsabilité, la même, celle de redonner à la vie politique sa dignité. Donc, ceux qui nous regardent, quelles que soient leurs convictions, quel qu'ait été leur choix au 1^{er} tour, j'espère qu'à la fin du débat, ils pourront se dire « Voilà, on en sait un peu plus, on a compris ce que l'un et l'autre nous voulons faire pour la France. »

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors, tout de suite, le premier grand thème, Arlette CHABOT.

ARLETTE CHABOT

Voilà, première question, elle est simple, c'est : quel président, quel président serez-vous si vous êtes élu ? D'abord, vous appartenez tous les deux à une nouvelle génération, ensuite il y a eu le quinquennat qui accélère un peu la vie politique française, donc quel style voulez-vous donner à la France, puis aussi quels pouvoirs, selon vous, doit avoir un président dans un monde moderne et quels contrepouvoirs pouvez-vous installer ? Nicolas SARKOZY.

NICOLAS SARKOZY

Pour une 1^{re} question, c'est tout un panel de questions. D'abord, l'affaire de générations, je crois qu'il faut rester un peu calme là-dessus, nous sommes des quinquagénaires, dans l'entreprise, c'est pas les tout jeunes. Bon. Je ne pense pas, d'ailleurs, que l'âge change quelque chose à l'affaire. Je crois que ce qui est important, c'est tirer les conséquences du véritable tsunami politique de ces dernières années en France : 2002, Jean-Marie LE PEN au 2^e tour ; 2005, le « non » au référendum. On ne peut plus faire de la politique comme avant. Alors, moi, j'essayerai, si les Français me font confiance, d'être un président de la République qui, d'abord, s'engagera sur des résultats. Je veux des résultats. Il ne s'agit plus de dire, il ne s'agit plus de proclamer des droits virtuels, il faut promettre aux Français des droits qui deviendront réels, des résultats. Je voudrais être un président de la République qui prend ses responsabilités. Je ne m'abriterai pas derrière des tabous, derrière des excuses ou des paravents. Je vais m'engager sur un certain nombre de sujets, je prendrai des engagements, je tiendrai parole et je demanderai à être jugé là-dessus. Je voudrais également être un président de la République qui parlera beaucoup plus fréquemment aux Français, qui leur expliquera les choses. Je demanderai, d'ailleurs, à chacun des ministres, je leur donnerai une lettre de mission, et chaque année, ils rendront compte de ce qu'ils ont fait ou pas pu faire et pourquoi. Je voudrais également une République irréprochable. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire une République où les nominations seront simplement le fait de la compétence et non pas de la connivence. Je vais proposer, donc, un changement très important, qui ne s'est jamais produit dans la République française : que toutes les grandes nominations, qui sont aujourd'hui dans le pouvoir du président de la République, je proposerai que le choix que je proposerai au conseil des ministres, soit ratifié par un vote à la majorité qualifiée des commissions compétentes du Parlement. Ce qui veut dire que l'opposition aura son droit de veto. Les nominations, me semble-t-il, doivent être hors de tout soupçon, seule la compétence doit compter. Enfin, je voudrais

être un président de la République qui fera une chose nouvelle, qui limitera le nombre de mandats successifs. Je pense qu'on ne peut pas être candidat et président de la République plus de 2 mandats successifs. Pourquoi ? Parce que l'énergie que l'on met à durer, on ne la met pas à faire. Moi, la passion de ma vie, elle porte un nom, c'est l'action. Je veux faire. Si les Français me choisissent, que ce soit madame ROYAL ou moi, ils nous choisiront pour faire, pour agir, pour changer, pour obtenir des résultats. C'est cela la vision que j'ai du président de la République moderne.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Ségolène ROYAL, votre conception du pouvoir et de la présidence de la République, si vous êtes élue.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je souhaite sortir la France de la situation dans laquelle elle se trouve aujourd'hui. D'abord, la dette puisque, aujourd'hui, la France est endettée, plus de 20.000 euros par Français ; le nombre de travailleurs pauvres 2,5 millions de travailleurs pauvres en France, de la précarité qui s'est accrue, du pouvoir d'achat qui s'est abaissé, de la pauvreté, 2,5 millions de Français vivent en dessous du seuil de pauvreté, parmi eux 2 millions d'enfants, comme le dit l'association Emmaüs ; des retraites qui ont perdu du pouvoir d'achat, le niveau moyen des retraites des femmes est de 850 euros pour une carrière complète et de 622 euros pour une carrière incomplète parce que les femmes subissent très durement le chômage partiel, un déficit de la Sécurité sociale qui s'élève à 11 milliards d'euros, un chômage qui touche près de 3 millions de personnes, des agressions qui ont augmenté depuis 2002 de plus 30 % de violences physiques gratuites contre les personnes. En 2002, vous aviez dit, Monsieur SARKOZY, vous aviez parlé de la tolérance zéro, et vous avez vu qu'aujourd'hui les Français s'inquiètent beaucoup de la montée des violences et des agressivités dans la société française. Le nombre de faits de violence à l'école a augmenté de 26 %. Alors, voilà, je veux être la présidente de la République qui va faire une France où l'agressivité et les violences reculent, qui va faire une France qui va gagner la bataille contre le chômage et contre la vie chère, qui va permettre aussi que reculent les inégalités. Parce que je crois que toutes ces formes d'insécurité au quotidien, d'insécurité sociale appellent de nouvelles règles du jeu, appellent un nouveau système politique, appellent en effet des responsables politiques plus efficaces qui ne l'ont été au cours des 5 dernières années et même au-delà sans doute parce que je ne schématise pas l'histoire. Mais il est vrai aussi que, comme vous l'avez dit, je crois que la morale politique – puisque vous venez d'évoquer ce mot – demande aussi que les responsables politiques rendent des comptes par rapport à ce qu'ils ont fait. Je sais, aussi, que ce qui intéresse les Français, c'est le futur. Mais, malgré tout, Monsieur Nicolas SARKOZY, vous rendez... vous estimez, vous, une partie pour une part responsable de la situation dans laquelle se trouve la France aujourd'hui.

NICOLAS SARKOZY

Oui, puisqu'une question m'est posée, je crois que la moindre des courtoisies c'est d'y répondre. Est-ce que je suis responsable d'une partie du bilan du gouvernement ? Oui, Madame ROYAL. Vous avez parlé des violences, je suis responsable, j'ai été le ministre de l'Intérieur pendant 4 ans. J'ai trouvé une situation qui était catastrophique, qui, d'ailleurs, a compté pour beaucoup, Madame ROYAL, dans la défaite de vos amis du gouvernement auquel vous

apparteniez à l'époque. Si en 2002, les Français ont changé, ils n'ont même pas qualifié le Premier ministre que vous souteniez pour le 2^e tour, il y avait bien une raison ? Cette raison, chacun l'a observée : c'est parce que les violences et la délinquance avaient explosé. C'est dans ces conditions que j'ai été nommé ministre de l'Intérieur. Tout n'a pas été réussi. Il y a un point où je voudrais d'ailleurs vous dire que je suis d'accord, c'est que, sur les défaillances de la République, gauche et droite confondues, nous avons chacun notre part et vous avez raison de dire qu'il ne faut pas avoir une vision manichéenne. Donc, sur le bilan en matière de violence, en matière de délinquance, avec le même appareil statistique, Madame ROYAL, le même, rien n'a changé – c'est le même à l'époque de Daniel VAILLANT et c'est le même maintenant –, sur les 5 ans de gouvernement JOSPIN, la violence, la délinquance avaient augmenté de 18 %. Sur les 5 années du quinquennat de Jacques CHIRAC, la délinquance, avec le même appareil statistique, a diminué de 10 %. Je ne dis pas que tout est résolu, ça fait quand même 1 million de victimes en moins, c'est, me semble-t-il, suffisant pour que je ne parte pas en courant lorsqu'on évoque le mot « bilan » sur la sécurité. Il y a un 2^e point où on est en accord, c'est qu'il faut résoudre le problème de la dette. Vous avez parfaitement raison. Mais, Madame ROYAL, vous savez bien, vous connaissez les chiffres comme moi, j'imagine que dans cette campagne électorale, on est au même niveau de préparation, ça fait depuis combien de temps que les budgets de la France sont en déficit ? 25 ans. On ne peut pas expliquer que l'endettement de la France ça dépende de ces 5 dernières années. Vous avez raison, il faut réduire l'endettement de la France. Le problème, c'est : comment on le fait ? Je propose une chose : 45 % du budget de la France, c'est le salaire de la fonction publique et les pensions de retraite 45 %, 15 % c'est les intérêts de la dette, 60 %, c'est 2 postes. Donc, se trouvera posé, pour Madame ROYAL comme pour moi – c'est pas une question de gauche ou de droite, c'est une question de bon sens. Si vous voulez, comme je le pense et comme moi, réduire la dette de la France, il va bien falloir faire des économies, on ne peut pas réduire la dette de la France si on dépense autant. Nous avons une opportunité historique : la pyramide d'âges dans la fonction publique. Il faut réduire le train de vie de l'Etat, réduire les dépenses. Il y a aura, donc, si je suis président de la République, je veux proposer aux fonctionnaires un pacte de progrès : on remplacera 1 départ sur 2 à la retraite. La moitié des gains de productivité permettant d'augmenter les salaires des fonctionnaires, parce que les salaires de la fonction publique sont très bas, et l'autre moitié, des gains de productivité, permettra de réduire la dette de la France. C'est impératif. Est-ce qu'au moins, sur ce choix-là, nous ne pourrions pas, gauche et droite, opposition et majorité selon le choix des Français, nous trouver d'accord pour dire « Bien sûr, si on veut soulager la dette des Français, qui est injuste pour les générations qui viennent, il va bien falloir qu'on fasse des économies, des grosses économies, on les fait sur les gros postes de dépenses. »

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Ségolène ROYAL, vous avez...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je voudrais revenir un instant sur la conception du pouvoir parce que je crois que c'est important, sur cet engagement qui consiste à tout chef d'Etat, demain, de rendre des comptes sur son pouvoir passé. Nous sommes en 2007, nous ne sommes pas en 2002. Donc, j'observe déjà que, sur le bilan que j'ai fait

tout à l'heure, sur la situation de la France qui inquiète aujourd'hui les Français, vous ne contestez pas ce bilan. J'ajoute, Monsieur Nicolas SARKOZY, qu'il y a 2 jours, une femme policière s'est fait violer tout près de Bobigny, tout près de son commissariat, en sortant de son commissariat. Au mois de mars dernier, au même endroit, l'une de ses collègues s'était également fait violer. Qu'est-ce qui s'est passé entre ces deux faits pour qu'aucune protection ne soit apportée à une femme policière ? Eh bien, je le dis, demain, si je suis élue présidente de la République, les agents publics seront protégés et en particulier les femmes, elles seront accompagnées à leur domicile lorsqu'elles sortent tardivement des commissariats de police. Je dis cela parce que ça me permet de venir directement à la question que vous posez sur les agents publics et sur la diminution du nombre de fonctionnaires. Non, Monsieur SARKOZY, je ne diminuerai pas le nombre de fonctionnaires ou alors il va falloir me dire dans quel domaine vous allez réduire ce nombre de fonctionnaires parce que s'il y avait davantage de policiers, peut-être que cette femme n'aurait pas été violée parce qu'elle n'aurait pas été seule, elle serait rentrée chez elle avec un collègue. Peut-être que s'il y avait davantage de fonctionnaires aussi, si vous n'aviez pas supprimé autant d'emploi dans l'éducation nationale, nous n'aurions pas les fermetures de classe à la rentrée prochaine et une augmentation de l'échec scolaire. Peut-être que si nous avions aussi davantage d'agents publics, et notamment d'infirmières, nous n'aurions pas une dégradation de leurs conditions de travail à l'hôpital public et une montée des inquiétudes, comme je l'ai encore observé récemment en me rendant dans un hôpital public à Corbeil où les personnels de l'hôpital ont tiré la sonnette d'alarme et sont très inquiets sur l'avenir de l'hôpital public. Ils m'ont demandé de les aider et je leur ai donné des engagements sur ce sujet. Oui, l'hôpital public redeviendra une priorité. Alors, bien sûr, on peut améliorer l'efficacité du service public, on peut évaluer l'efficacité du service public, mais il faut dire très clairement aux Français, lorsque vous leur dites qu'il y aura 225.000 fonctionnaires en moins, où vous allez les retirer ? Moi je crois tout le contraire de ce que vous venez de dire, c'est-à-dire que ce sont des services publics efficaces qui garantissent aussi la compétitivité économique d'une entreprise et la compétitivité économique de l'économie française. Lorsque l'on demande aux investisseurs étrangers pourquoi ils viennent en France, savez-vous ce qu'ils citent en premier ? Ils citent la qualité du service public de la France. Alors, le nombre de fonctionnaires sera maintenant, en revanche, comme je réformerai la décentralisation, c'est-à-dire comme je vais faire une nouvelle étape, mais une vraie, cette fois, de régionalisation, au lieu d'avoir des doublons, des chevauchements, de l'augmentation de la fiscalité locale, parce qu'avec votre loi l'Etat a transféré des compétences sans transférer les ressources et sans clarifier la répartition des responsabilités, ce que je propose, c'est de lutter contre toutes les formes de gaspillage d'argent public parce que chacun sera au clair sur ses responsabilités. La région saura ce qu'elle a à faire, et en particulier les aides économiques. Les départements seront clairs sur leurs responsabilités. Les communautés d'agglomération et les communautés de commune aussi et les communes. Il n'y aura plus ces chevauchements et ces gaspillages, c'est-à-dire une véritable réforme de l'Etat pour qu'il soit à la fois plus rapide, plus efficace et plus économe en fonds publics.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors, je précise que, pratiquement à la seconde près, vous êtes à égalité de temps de parole, je vous laisse répondre Nicolas SARKOZY. Puis,

ensuite, on ira peut-être au fond de notre 1^{re} question, à savoir : est-ce qu'il faut changer les institutions actuelles ?

NICOLAS SARKOZY

Bon, je ne veux pas polémiquer avec Madame ROYAL. Je dirai juste un mot, elle trouve qu'il n'y a pas assez de policiers, c'est dommage que le groupe socialiste n'ait pas voté les créations d'emploi de policiers sur les 4 dernières années. C'est dommage parce que vous nous auriez...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous permettez que je vous interrompe ?

NICOLAS SARKOZY

Bien sûr Madame.

SÉGOLÈNE ROYAL

Le commissariat de Clichy, que vous aviez promis, il n'est toujours pas ouvert. Alors, en effet, il manque de policiers.

NICOLAS SARKOZY

Madame, très bien, mais alors expliquez-nous pourquoi le groupe socialiste n'a pas voté les créations de la loi de programmation de 2002 ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Parce que ce n'était pas suffisant sans doute et qu'en particulier...

NICOLAS SARKOZY

Ah d'accord, ah bon d'accord.

SÉGOLÈNE ROYAL

Et qu'en particulier, il n'y avait pas suffisamment d'équilibre aussi avec la justice car la justice aussi est en situation de grande misère. Voulez-vous nous dire que vous allez aussi, parmi les fonctionnaires, supprimer des magistrats alors qu'il n'y a aucune réponse pour l'accueil des mineurs délinquants et que nous n'avez pas construit...

NICOLAS SARKOZY

Si vous me le permettez...

SÉGOLÈNE ROYAL

...les centres renforcés.

NICOLAS SARKOZY

Si vous me le permettez...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors, maintenant, la réponse de Nicolas SARKOZY.

NICOLAS SARKOZY

Si vous me le permettez. Donc, sur la revendication de l'endettement, aucune piste d'économie...

SÉGOLÈNE ROYAL

Si, j'en ai...

NICOLAS SARKOZY

...il s'agit simplement pour Madame ROYAL de dire qu'elle va transférer aux régions – ce qui est d'ailleurs assez cohérent – ce qui permettra aux régions de faire une autre augmentation d'impôt après les augmentations

faramineuses que vous avez réalisées les deux dernières années.

SÉGOLÈNE ROYAL

Pas du tout.

NICOLAS SARKOZY

Sur les policiers, il n'y en a pas assez, mais chaque fois que j'ai proposé des créations de poste, puisque nous en avons créé beaucoup, des milliers de policiers et de gendarmes, le groupe socialiste ne les a pas votées, mais disons, passons, ce n'est pas le plus important. Ce qui est très important, vous avez parlé de cet abominable viol dans le parc de Bobigny, dites-moi si vous devez faire raccompagner toutes les femmes fonctionnaires chez elle...

SÉGOLÈNE ROYAL

La nuit, oui, parfaitement.

NICOLAS SARKOZY

Eh bien, il faudra dire, il y aura une fonction publique au service des Français et puis une autre fonction publique au service des fonctionnaires qui rentrent.

SÉGOLÈNE ROYAL

Moi, ça ne m'amuse pas, ça ne m'amuse pas ça. Ça ne m'amuse pas ce crime abominable.

NICOLAS SARKOZY

Si vous permettez...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous avez une autre solution ?

NICOLAS SARKOZY

...de répondre... Est-ce que vous me permettez de répondre, simplement ? Bon, la solution, c'est pas de mettre un garde du corps à chaque fonctionnaire femme qui rentre chez elle. La solution, c'est de réprimer les délinquants pour qu'il n'y en ait plus ou qu'il y en ait moins. Qu'est-ce que je propose ? D'abord, je propose qu'il n'y ait plus un seul délinquant sexuel. Vous savez parfaitement Madame ROYAL...

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est zéro délinquant, vous l'aviez dit en 2002, ça déjà.

NICOLAS SARKOZY

S'agissant... Mais, non, Madame ! S'agissant... Ne vous abaissez pas à ça, ça ne mène à rien...

SÉGOLÈNE ROYAL

Si, tolérance zéro vous aviez dit, j'ai là vos déclarations.

NICOLAS SARKOZY

Madame, est-ce que...

SÉGOLÈNE ROYAL

En 2002.

NICOLAS SARKOZY

Est-ce que vous souffrez que je puisse faire une phrase ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, je vous en prie.

NICOLAS SARKOZY

Alors, sur les délinquants sexuels, je propose qu'il n'y en ai plus un seul qui puisse sortir de prison, car vous connaissez la récidive, sans s'engager à suivre un traitement, premier point, deuxième point sans pointer, en étant obligé de pointer au commissariat, à la gendarmerie de son domicile, toutes les semaines. En matière de viol, les récidives sont considérables. Deuxième proposition que je fais s'agissant des récidivistes, car vous savez sans doute que 50 % des crimes et des délits sont le fait de 5 % de délinquants multirécidivistes. Je propose d'instaurer des peines planchers. Je dis aux Français, si je suis président de la République, avant la fin de l'été 2007, les récidivistes seront punis très sévèrement et ils seront, au moment de la récidive, de la certitude d'une sanction sévère [*sic*]. On ne peut plus continuer à avoir des individus qui viennent 50, 60, 70 fois devant le même tribunal. Troisième élément : il faut résoudre le problème des mineurs. L'impunité des mineurs est catastrophique, il faut réformer l'ordonnance pénale de 45. Si je suis élu président de la République, je proposerai qu'un mineur multirécidiviste, entre 16 et 18 ans, soit puni comme un majeur. Par parenthèse, Madame, lorsqu'on est une victime, qu'on est victime d'un individu de 17 ans ou qu'on est victime d'un individu de 19 ans, le résultat est le même. Alors, vous m'avez interrogé sur le fait de savoir : mais, alors, où est-ce qu'on trouve les économies de fonctionnaires ? Naturellement, bon. Avec ce que je propose, Madame, nous reviendrons aux effectifs de la fonction publique en 1992, époque où François MITTERRAND était président de la République. Je ne sache pas qu'à l'époque la France était sous-administrée. La France a créé 1 million d'emplois publics depuis 1980. Et, vous, vous venez nous expliquer qu'on ne peut rien changer. Alors, prenons des exemples. Vingt mille douaniers, ça n'a pas bougé depuis 1980, entre temps, on a supprimé les frontières. L'Etat a transféré la compétence de la formation professionnelle aux régions. Tenez-vous bien, Monsieur POIVRE d'ARVOR entre temps, les effectifs de la formation professionnelle dans l'Etat ont augmenté de 60 %. L'Etat a transféré aux départements les compétences sociales. Tenez-vous bien, entre temps, les effectifs de l'Etat sur les compétences sociales ont été multipliés par 4. L'informatisation a fait des progrès considérable, notamment dans un ministère que je connais, puisque je l'ai dirigé, le ministère des Finances. Il y a 80.000 fonctionnaires à la DGI pour calculer l'impôt, 60.000 fonctionnaires à la comptabilité publique pour le percevoir. Tout le monde sait qu'il faut faire la fusion des 2 pour obtenir des économies de postes. Qui peut considérer que, sur 5 millions de fonctionnaires, toute fonction publique considérée, il n'y a pas matière à améliorer la productivité ? Alors, un dernier point parce que c'est un point d'accord, c'est sur l'hôpital. Bien sûr qu'il y a un malaise de l'hôpital. Il y a 1 million de fonctionnaires dans l'hôpital. L'hôpital, c'est un lieu de toutes les douleurs, de tous les malheurs et, en même temps, de tous les bonheurs. Ce personnel hospitalier, il faut y penser, il faut le soutenir. Mais, Madame, qu'est-ce qui a désorganisé l'hôpital ? Ce sont les 35 heures. Ce sont les 35 heures qui ont mis à bas l'hôpital public français. C'est ça la réalité des choses. A l'hôpital, il faut des postes, vous nous expliquerez d'ailleurs comment vous augmentez les recettes de l'assurance maladie. Je suis prêt à en débattre au moment où on l'évoquera. Mais, c'est les 35 heures qui ont été une catastrophe, il faut bien le dire, généralisée pour l'économie française, mais qui, s'agissant de l'hôpital public, ont considérablement détruit son organisation pour une

raison simple : c'est que l'hôpital, ça fonctionne le jour, la nuit, 7 jours sur 7 et naturellement 24 heures sur 24.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors, veillez les uns et les autres à ne pas prendre trop de temps d'avance : 4 min 42 de différence entre Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL.

ARLETTE CHABOT

Ségolène ROYAL qui répond.

SÉGOLÈNE ROYAL

Sur l'hôpital public qui est une question cruciale, essentielle puisque c'est aussi sur le maintien des petits hôpitaux la présence de santé sur l'ensemble du territoire national. Comme vous venez de le dire, très justement, en effet, les 35 heures dont, d'ailleurs, les infirmières et les aides-soignantes et tous les personnels hospitaliers se réjouissent parce qu'ils travaillent de nuit. D'ailleurs, lorsque vous leur aviez proposé de travailler plus pour gagner plus, vous avez vu que cette proposition n'a pas eu beaucoup de succès dans l'hôpital. J'ai rencontré encore récemment les infirmières et, en effet, elles ne souhaitent pas travailler plus parce qu'elles travaillent déjà dans des horaires et dans des conditions extrêmement difficiles. Alors, oui, il va falloir créer des postes dans la fonction publique hospitalière. Ces postes ont été insuffisants au moment des 35 heures. C'est bien la raison pour laquelle nous ne pourrions pas diminuer le nombre de fonctionnaires car si nous pouvons, en effet, en diminuer au ministère des Finances – et notamment dans les services des douanes – ça sera pour en créer là où les besoins sont nécessaires pour remettre du service public là où il n'y en a plus, pour remettre du service public en milieu rural ou dans les quartiers dans lesquels, en effet, le manque de service public explique le délitement du lien républicain. Mais, je voudrais revenir sur les autres éléments que vous avez évoqués. Sur la question de la délinquance sexuelle qui, vous en conviendrez avec moi, n'a rien de génétique. Je crois qu'il faut aller plus loin. Il faut aller plus loin. Moi, je demande que les pédophiles en particulier ne soient pas relâchés tant que la commission spéciale qui aurait dû être mise en place dans les prisons n'a pas formellement dit, par expertise, qu'ils sont désormais non nocifs. Or, aujourd'hui, il y a des délinquants sexuels qui sont relâchés parce qu'ils n'ont pas eu les soins en prison. Les soins que la loi, pourtant, prévoit. Donc, je crois que l'urgence dans ce domaine, c'est que les soins soient donnés dans la prison et c'est qu'ensuite ces délinquants ne soient relâchés que lorsque la garantie qu'ils ne peuvent pas recommencer est donnée par le comité d'experts qui doit siéger dans les prisons. Sur les multirécidivistes, vous avez été 4 ans ministre de l'Intérieur, pourquoi n'avez-vous pas fait cette loi ? Elle est en effet nécessaire. Mais je pense que ce qui est plus urgent encore, c'est la question de la réponse au premier acte de délinquance. Or, aujourd'hui, il n'y a pas de réponse, vous le savez, au premier acte de délinquance. Pourquoi ? Parce que les magistrats n'ont pas de solution. Les centres fermés n'ont été construits. Moi, je ferai, si je suis élue présidente de la République, parce que je crois que la question de la lutte contre toutes les formes de violence et de délinquance et en particulier que le fait d'éviter aux mineurs la prison doit appeler à des solutions novatrices. J'ai parlé de l'encadrement militaire pour les mineurs et je le mettrai en place. Les centres éducatifs renforcés seront, effectivement, créés. Des peines adaptées, bien évidemment, au premier délit seront exécutées car on sait bien que s'il y a une

réponse au premier acte de délinquance, dans 70 % des cas, il n'y a pas de récidive et s'il n'y a pas de réponse au premier acte de délinquance, dans 70 % des cas, il y a récidive. Donc, tout est à repenser dans ce domaine et en particulier ma priorité sera sur la prévention et sur la sanction au 1^{er} acte de délinquance parce que je crois que c'est comme cela que nous réussissons à freiner la montée vers la délinquance de masse. Enfin, vous aviez parlé de la dette, de la lutte contre la dette. Moi je propose d'abord de relancer la croissance. C'est comme cela que nous lutterons contre la dette. Je pense que la France a la capacité de réaliser un taux de croissance de 2,5 %, c'est la moyenne nationale. Et je le ferai en faisant un nouveau pacte avec les entreprises. Je veux réconcilier la France avec les entreprises et je dis que la compétitivité économique n'est pas incompatible avec le progrès social, bien au contraire. Les 3 piliers du développement économique demain seront la compétitivité des PME, celles qui n'ont pas, qui ne dépendent pas des fonds de pension et c'est sur elles que je concentrerai les 63 milliards d'euros d'aides publiques qui, aujourd'hui, sont distribués de façon uniforme à toutes les entreprises. Une entreprise du CAC 40 reçoit autant d'allègements de charges qu'une PME qui se bat tous les jours pour conquérir des marchés et des emplois. Eh bien moi je ferais cette réforme et je vais concentrer sur les PME les aides publiques. C'est sur elles que je vais faire les allègements de charges. C'est pour elles que je vais relancer l'investissement dans l'innovation et dans la recherche. Et c'est pour elles aussi que je baisserai l'impôt sur les bénéfices des sociétés pour tous les bénéfices qui sont réinvestis dans l'entreprise, l'impôt sur les sociétés sera divisé par deux sur ces PME. Le deuxième axe de la relance de la croissance, c'est la qualité du dialogue social et on sait que tous les pays du Nord de l'Europe qui ont réussi à relancer la croissance, sont les pays qui ont mis en place un dialogue social de qualité, qui permet aux syndicats de faire des compromis sociaux et d'anticiper, c'est-à-dire d'être informés en amont des stratégies de l'entreprise pour y contribuer, pour y participer, pour faire des efforts de formation professionnelle, là où se trouvent des trésors de valeur ajoutée. Et enfin, je mettrai en mouvement le levier écologique, parce que je pense que c'est dans cette filière du développement écologique et des éco-industries que la France a des emplois à conquérir, sans doute plusieurs centaines de milliers d'emplois, à conquérir dans ce domaine. Et si la croissance est supérieure à 2,5 %, à la fois je finance mon pacte présidentiel, j'ai donc relancé la croissance par, en mettant l'accent sur les PME et si il y a davantage de croissance, je prends l'engagement que tout ce qui sera au-dessus de 2,5 % de croissance, sera consacré au remboursement de la dette.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Ségolène ROYAL, comme vous avez rééquilibré votre temps de parole et bien au-delà, je voudrai qu'on revienne à la première question que nous avons posée, sur votre conception de la présidence de la République et, peut-être, sur les institutions. Est-ce qu'il faut changer de République pour cela, passer de la Constitution de la V^e et puis bien sûr répondre à vos...

ARLETTE CHABOT

Oui, vous souhaitiez répondre sur la croissance ? Sur la croissance si vous voulez répondre.

NICOLAS SARKOZY

Enfin Madame ROYAL ne m'en voudra pas mais à évoquer tous les sujets en même temps, elle risque de les survoler et de ne pas être assez

précise dans ce qu'attendent les...

SÉGOLÈNE ROYAL

Laissez-moi la responsabilité de mes prises de parole, si vous le voulez bien.

NICOLAS SARKOZY

Non mais, je, je, je ne me permets pas de critiquer mais je fais simplement remarquer...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, non c'est très cohérent au contraire...

NICOLAS SARKOZY

Que si vous parlez de tout en même temps, on ne va pas pouvoir approfondir...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais tout se tient...

NICOLAS SARKOZY

Et obtenir, pardon mais...

SÉGOLÈNE ROYAL

Tout se tient, la dette et la relance économique, ça se tient.

NICOLAS SARKOZY

La... La... Madame ROYAL, si vous me permettez la précision n'est pas inutile dans le débat public...

SÉGOLÈNE ROYAL

Tout à fait.

NICOLAS SARKOZY

Pour que les Français comprennent ce qu'on veut faire. Alors il me semble que s'agissant de la réduction de la dette, vous n'avez fixé aucune piste d'économie.

SÉGOLÈNE ROYAL

Si.

NICOLAS SARKOZY

C'est votre droit le plus absolu. Alors la relance de la croissance, c'est encore plus intéressant, vous n'avez donné aucun moyen pour relancer la croissance. Moi j'en ai un, parce que vous avez raison, il faut relancer la croissance. Le problème de la France, c'est qu'il y a grosso modo 1 % de croissance de moins que les grandes démocraties, les grandes économies qui progressent dans le monde. Pourquoi ? Pour une raison Madame ROYAL, c'est parce qu'on travaille moins que les autres. Quel est le levier pour obtenir pour 1 % de croissance de plus ? C'est respecter le travail, récompenser le travail, considérer le travail, valoriser le travail. Il y a 10 pays en Europe qui ont le plein emploi, 10 ! 5 vraiment très forts, je pense au Danemark, à la Suède, à l'Irlande, au Royaume-Uni et dans une certaine façon l'Espagne. Ca devrait vous frapper Madame ROYAL, il n'y en a pas un seul d'entre eux qui a fait le partage du temps de travail. Il n'y en a pas un seul d'entre eux qui a fait les 35 heures. Monsieur ZAPATERO, qui est venu dans le meeting de Toulouse que vous avez tenu, m'a dit, à Madrid, que jamais il ne ferait les 35 heures en Espagne, qu'il ne voulait pas porter atteinte à la compétitivité des entreprises. Vous dites,

et c'est sympathique et c'est juste, il faut aider les PME françaises. Permettez que je vous pose la question, est-ce que vous allez, comme c'est prévu dans le programme Socialiste, généraliser les 35 heures à tout le monde, notamment aux PME ? Ce que je souhaite moi, c'est libérer la possibilité de travailler en France. Par quels moyens ? On va encourager les gens qui veulent travailler plus pour gagner plus. Comment on va le faire ? Tout est fait aujourd'hui pour décourager l'obtention des heures supplémentaires. Toute entreprise qui donnera des heures supplémentaires ne paiera pas de charges dessus. Tout salarié qui fera sur la base du volontariat des heures supplémentaires ne paiera pas d'impôt dessus. Rendez-vous compte que quand on est au SMIC et qu'on travaille 50 minutes de plus par jour, c'est 15 % d'augmentation de salaire. Il y a un formidable problème de pouvoir d'achat en France. Le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi et partant, cet argent qu'on va donner, ce pouvoir d'achat qu'on va distribuer, va relancer la croissance. Mon moyen pour relancer la croissance, c'est de libérer les forces de travail. Deux petites remarques si vous me permettez. Vous me dites, il faut créer des nouveaux emplois dans la fonction publique. Ok ! D'accord. Pourquoi pas ? C'est sympathique. Vous payez comment ? Est-ce qu'on fait comme l'a demandé François HOLLANDE, une nouvelle CSG et est-ce que vous pouvez dire aux Français qui nous écoutent aujourd'hui, que si vous êtes élue, il y a aura ou non une nouvelle CSG ? Parce que c'est bien beau de dire aux gens, on va faire de nouvelles dépenses mais c'est avec leur argent dont on parle, c'est l'argent des Français. C'est l'argent qui taxe le travail. C'est l'argent qui fait en sorte qu'il y a tant de délocalisations. Pourquoi ? Parce que les impôts et les charges sont si lourds qu'il y a une tentation de la délocalisation. Il faut protéger les Français contre les délocalisations. Si vous augmentez les dépenses, vous serez obligée d'augmenter les impôts et si vous augmentez les impôts, vous détruisez de l'emploi et vous détruisez du pouvoir d'achat et vous détruisez de la croissance. Ce n'est pas très intelligent de dire ça, mais ce qu'ont fait tous les pays qui ont le plein emploi. Moi je me suis engagé sur le plein emploi. Je dis aux Français, au bout de 5 ans, on sera à 5 %. Il n'y a aucune raison que ce que les autres ont réussi, on ne le réussisse pas nous-mêmes. Mais les autres, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont libéré les forces de travail. Ils n'ont pas fait les 35 heures. Vous dites, on paie trop aux entreprises. Mais est-ce que vous dites aux Français, que les 35 heures ça coûte 17 milliards d'euros chaque année pour empêcher les gens de travailler ? Je mettrais un terme aux préretraites. 5 milliards d'euros chaque année pour que des quinquagénaires, plein de jeunesse, peut-être comme nous, soient obligés de partir en retraite alors qu'ils veulent continuer à travailler. Voilà, comment on libère le pays, voilà comment on obtient la croissance et voilà comment on sera au plein emploi.

SÉGOLÈNE ROYAL

D'abord, je n'ai pas dit que j'augmenterais le nombre de fonctionnaires, donc ne déformez pas mes propos.

NICOLAS SARKOZY

Ah c'est ce que j'ai cru comprendre pour la fonction publique hospitalière.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, j'ai dit... J'ai dit que je maintenant... J'ai dit que je maintenant leur nombre mais que je redéployais le nombre de fonctionnaires en le retirant là où ils n'étaient plus nécessaires, puisque vous proposez de faire une réforme, je

suis d'accord et vous...

NICOLAS SARKOZY

Non mais dans la fonction publique hospitalière, vous ne pouvez pas passer d'une fonction publique à une autre donc dans la fonction publique hospitalière...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais au moment... Au moment du départ à la retraite, au lieu de recruter des douaniers, je recrute des infirmières.

NICOLAS SARKOZY

Non ! Ce n'est pas la même... Mais non ce n'est pas possible Madame, excusez-moi.

SÉGOLÈNE ROYAL

Ah bon, ce n'est pas possible ?

NICOLAS SARKOZY

Parce que la fonction publique hospitalière, c'est payé par un autre budget que le budget de l'Etat.

SÉGOLÈNE ROYAL

Ecoutez, vous plaisantez, vous plaisantez... Enfin tous les fonds publics, tout se tient, dans ces fonds publics. Parfaitement

NICOLAS SARKOZY

Ah tout se plaint (sic), parce que vous pensez que c'est vous qui gérez l'Assurance Maladie. Ah bon ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Non ce n'est pas moi qui gère l'Assurance Maladie mais c'est quand même de l'argent public qui est dépensé, des cotisations qui sont payées sur les salaires.

NICOLAS SARKOZY

Certes, eh bien... Mais vous ne pouvez pas redéployer entre les Collectivités Territoriales et l'Etat et vous ne pouvez pas redéployez entre l'Etat et l'Assurance Maladie.

SÉGOLÈNE ROYAL

Donc alors... Ce qui est... Mais si je redéployerai.

NICOLAS SARKOZY

Mais non, ce n'est pas vous qui décidez.

SÉGOLÈNE ROYAL

Ah bah si vous ne pouvez pas faire, pourquoi voulez-vous accédez aux responsabilités.

NICOLAS SARKOZY

Mais non...

SÉGOLÈNE ROYAL

Eh bien moi je le pourrai.

NICOLAS SARKOZY

Ah bon ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Je le pourrai.

NICOLAS SARKOZY

Mais si vous... Mais si je suis Président de la République, je ne pourrais pas diminuer les effectifs du Conseil Régional de Poitou-Charentes.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je le pourrai. Mais pourquoi pas ? Si...

NICOLAS SARKOZY

Ah bah parce que ça s'appelle l'indépendance des Collectivités Territoriales.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, non, parce que vous le ferez...

NICOLAS SARKOZY

C'est même un droit de libre administration garantie par la Constitution.

SÉGOLÈNE ROYAL

Ce n'est pas l'Etat, ce n'est pas l'Etat qui le décidera, c'est la cohérence politique de la répartition des responsabilités. Car aujourd'hui, qu'est-ce qu'il se passe ?

NICOLAS SARKOZY

Ah ben ça alors !

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous avez fait une loi de la décentralisation tellement confuse, qu'il y a, je l'ai dit tout à l'heure donc je ne vais pas m'y étendre, qui a entraîné une superposition des compétences entre les différentes Collectivités Territoriales, ce qui fait que tout le monde s'occupe de tout et qu'il y a donc beaucoup trop de gaspillage. Eh bien moi, je remettrai de la clarté dans les responsabilités et donc la fonction publique sera mieux répartie entre la fonction publique de l'Etat, la fonction publique hospitalière et les fonctions publiques territoriales. Voilà comment j'entends à la fois remettre de l'ordre juste dans l'administration et lutter contre toutes les formes de gaspillage. Alors maintenant, venons en au sujet central qui est, en effet, la question du travail. Vous avez fait une proposition – elle a le mérite d'exister – sur la question des heures supplémentaires. Moi je crois que votre proposition est non seulement dangereuse et inefficace. Pourquoi ? Et pourtant, je fais le même constat que vous, je crois qu'on ne travaille pas suffisamment en France, on ne travaille pas suffisamment, parce qu'il y a trop de personnes au chômage. Alors, si vous désaxonnez les heures supplémentaires, qu'est-ce qu'il va se passer ? Un employeur aura davantage intérêt à donner des heures supplémentaires à un salarié qu'à recruter un nouveau salarié. Or, nous sommes le pays qui subit à la fois le taux de chômage des jeunes le plus élevé et le taux de chômage des seniors le plus élevé. Par ailleurs, les heures supplémentaires sont possibles aujourd'hui. Vous le savez bien. Il y a eu 2 lois FILLON qui ont libéré 220 heures supplémentaires par an et que se passe-t-il dans les entreprises ? Cette possibilité-là n'est même utilisée par les salariés. Les salariés n'utilisent en moyenne que 120 heures supplémentaires par an. Pourquoi ? Parce qu'ils ne veulent pas forcément travailler plus ou parce que l'entreprise n'a pas suffisamment de plans de charge pour faire des heures supplémentaires. Moi je propose, au contraire, de donner de l'emploi à ceux qui n'en ont pas et c'est comme cela que nous ferons aussi revenir des cotisations et je propose de

donner de l'emploi aux jeunes qui n'en ont pas. Car ce qui ronge aujourd'hui l'équilibre de la société française, ce sont les jeunes diplômés et qualifiés qui n'ont pas accès à l'entreprise. Pourquoi ? Parce que l'entreprise demande à la fois de l'expérience professionnelle aux jeunes mais en même temps, ne fait pas confiance à ces jeunes. Et les inégalités se sont creusées entre les jeunes qui ont des relations et qui trouvent à entrer dans les entreprises et à faire leurs preuves – et très souvent ils font leurs preuves parce que nous avons un très bon système de formation – et ceux qui n'ont pas ces relations et qui n'arrivent pas à entrer dans l'entreprise. Et c'est pourquoi, je propose de créer, sur les 5 années, les 500 000 emplois Tremplins pour les jeunes et que mon objectif, c'est de faire en sorte, qu'en France, les jeunes ne restent pas pendant plus de 6 mois au chômage ou en recherche d'activités. Ces emplois Tremplins, ça marche parce que moi, je suis une responsable politique qui veut faire des choses qui marchent, alors que votre décision d'exonérer les heures supplémentaires ça coûte 5 milliards d'euros, alors que les emplois Tremplins, ça marche et ça ne coûte rien. Pourquoi ça ne coûte rien ? Parce que c'est le recyclage des fonds de la formation professionnelle et des dépenses d'indemnisation du chômage. Et je préfère voir un jeune en activité payé pendant 6 mois par les Collectivités Locales, qui ont déjà commencé et ça fonctionne. Et dans ma propre région, j'ai déjà créé 3 000 emplois Tremplins et ensuite les jeunes font leurs preuves dans l'entreprise. Ils montrent de quoi ils sont capables. Et au bout de ces 6 mois, l'entreprise fait un contrat à durée indéterminée. Et s'ils sont inadaptés à l'entreprise, à ce moment-là, on leur donne une formation professionnelle complémentaire. Autrement dit, je pense que l'emploi va à l'emploi et qu'un jeune qualifié diplômé, qui a la possibilité de montrer ce dont il est capable dans l'entreprise, bien souvent, il va rester dans l'entreprise parce qu'il va y avoir un lien de confiance.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Ségolène ROYAL et Nicolas SARKOZY, je voudrais juste faire un petit rappel historique. Depuis 1974, c'était le lendemain du premier choc pétrolier et c'était justement le premier grand débat entre deux candidats à la finale de la présidentielle. Tous les candidats de Gauche et de Droite nous ont dit, je vais gagner la bataille contre l'emploi, quel est – et on voit où on en est aujourd'hui – quelles sont vos solutions à vous, Nicolas SARKOZY pour arriver au plein emploi ?

NICOLAS SARKOZY

Je crois d'abord qu'aujourd'hui, c'est le plus faible taux de chômage en France depuis 25 ans. Je ne dis pas qu'on a tout réussi mais c'est le taux le plus faible. Alors comment on peut faire pour aller plus loin ? Et c'est une différence, ce qu'a dit Madame ROYAL c'est très intéressant, c'est une différence essentielle entre son projet et le mien. Au fond, elle est dans la stricte logique Socialiste du partage du temps de travail. Il y a un temps de travail qui est comme un gâteau, on doit se le partager. Et elle nous dit, que personne ne travaille plus que 35 heures, comme ça, ça obligera les entreprises à engager d'autres personnes. Nul...

SÉGOLÈNE ROYAL

Plus de 120 heures.

NICOLAS SARKOZY

Nulle part ailleurs dans le monde, on ne fait ça. Il n'y a pas un pays, pas

un seul Madame, Socialiste ou pas, qui a retenu la logique du partage du temps de travail qui est une erreur monumentale. Les 35 heures n'ont pas créé d'emplois et les 35 heures ont été responsables d'autre chose de plus grave encore, c'est la rigueur salariale qui fait que nos salaires sont trop bas. Ça pèse sur le pouvoir d'achat des Français et le pouvoir d'achat en berne, c'est moins de croissance. Qu'est-ce que je propose ? Une autre stratégie. La stratégie qui a marché partout. Vous citez souvent les démocraties du Nord de l'Europe, c'est ce qu'ils font. Vous avez votre ami BLAIR au Royaume-Uni, c'est ce qu'il a fait. Monsieur ZAPATERO, c'est ce qu'il fait. Le travail des uns est le travail des autres. C'est pourquoi l'Institut REXECODE, organisme parfaitement indépendant, a noté nos projets économiques. Qu'est-ce qu'il a dit ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, on connaît la musique. C'est l'organisme du MEDEF.

NICOLAS SARKOZY

Ah bon ? Mais c'est...

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, vous le savez bien.

NICOLAS SARKOZY

Mais vous savez par qui il est dirigé ?

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est l'organisme du MEDEF, est-ce vrai ou pas ?

NICOLAS SARKOZY

Non mais pas du tout. C'est faux. Vous savez par qui il est dirigé ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Est-ce vrai ou pas ?

NICOLAS SARKOZY

C'est faux ! Vous savez par qui il est dirigé ? Par Monsieur Michel DIDIER, qui est-il ? L'un des économistes que Monsieur JOSPIN avait nommé, lui-même en 1998, dans son Conseil des Experts. Alors, l'organisme que vous venez de contester, son Président a été nommé par Lionel JOSPIN, lui-même dans le Conseil des Experts qui entourait le Premier ministre d'alors. Alors, vous voyez, ce n'est pas gentil pour Monsieur JOSPIN. Qu'est-ce qu'il a dit l'institut REXECODE ? Que votre projet de 35 heures...

SÉGOLÈNE ROYAL

Entraînait 1,5 points de croissance en moins, c'est ça ? Voilà !

NICOLAS SARKOZY

Oui. Oui c'est ça.

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est bien l'organisme du MEDEF, Monsieur JUPPE nous a servi cet argument régulièrement. Non mais allez-y continuez, continuez.

NICOLAS SARKOZY

Merci de m'y autoriser.

SÉGOLÈNE ROYAL

Continuez.

NICOLAS SARKOZY

Et que mon projet créait 230 000 emplois de plus.

SÉGOLÈNE ROYAL

Voilà, merci MEDEF.

NICOLAS SARKOZY

Qu'est-ce qu'on va faire. Mais Madame, pourquoi... Pourquoi...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, non, allez-y, allez-y, allez-y continuez.

NICOLAS SARKOZY

Madame, pourquoi toute personne qui n'a pas votre opinion, vous le regardez avec ironie voire avec mépris. D'abord l'Institut REXECODE n'est pas l'institut du MEDEF. Mais quand bien même ? Et au nom de quoi ? Parce qu'on est chef d'entreprise, on n'y connaît rien à l'emploi ? Parce qu'on n'est pas de Gauche, on n'a pas le droit de parler de ces sujets ? J'attache beaucoup de prix à vos..., à vos..., à vos réponses. Je ne dis pas que c'est stupide. J'essaie de comprendre et d'expliquer aux Français quelles sont nos différences. Tous les pays du monde ont augmenté les possibilités de travailler. Alors première modification, aujourd'hui les heures supplémentaires dans les entreprises de moins de 20 salariés, c'est payé 10 % de plus. Je ferais payer 25 % de plus. Pourquoi ? Parce que, comme il n'y aura pas de charge, les entreprises pourront augmenter les salaires. Avec des salaires augmentés, on donne du pouvoir d'achat. Avec du pouvoir d'achat, on crée de la croissance. Avec la croissance, on crée de l'emploi. Pourquoi il n'y a pas d'heure supplémentaire aujourd'hui Madame ROYAL ? Vous ne vous l'êtes pas demandée ? C'est parce que comme les cotisations sociales sont dé plafonnées, l'entreprise qui donne une heure supplémentaire, doit payer 10 % de plus, je propose 25 %, plus des cotisations sociales à du prorata de l'augmentation du salaire. Elle n'a pas intérêt à les donner et on a fait ce système invraisemblable que le contribuable paie 16 milliards pour financer les 35 heures et en même temps que les salariés n'ont pas le droit aux augmentations de salaire dont ils ont besoin. Mais je proposerai deux autres choses, pour trouver le plein emploi. Il y a 500 000 offres d'emplois qui ne sont pas satisfaites. Je souhaite créer un service public de l'emploi, en fusionnant l'UNEDIC et l'ANPE et je propose – parce que dans ma conception de la République, Madame ROYAL, il ne peut pas y avoir des droits sans des devoirs – qu'on ne puisse pas lorsqu'on est chômeur, de refuser plus de 2 offres d'emploi successives qui correspondent, bien sûr, à vos qualifications et à la région où vous habitez. Tous les autres pays le font. J'ai été au Royaume-Uni, c'est extrêmement intéressant. Quand vous êtes chômeur, vous êtes reçu tous les 15 jours. Dans le service public d'aujourd'hui, le premier rendez-vous pour un chômeur, c'est au bout de 4 mois. Et puis, je propose une troisième chose, quand on est à un minima social, qu'il n'y ait pas un seul bénéficiaire de minima social qui ne soit conduit à exercer une activité telle qu'elle soit pour retrouver la dignité de lui-même et rendre à la collectivité ce que la collectivité lui donne. Par ce système-là, avec la contrat de sécurisation professionnelle, ce qui fait qu'il n'y aura plus aucun licenciement économique, si je suis Président de la République, sans que la personne licenciée, pour délocalisation par exemple, n'ait immédiatement un contrat, avec le service public de l'emploi, 90 % du dernier salaire, qui lui permettra de retrouver un emploi ou une formation. Avec Jean-Louis BORLOO, nous l'avons expérimenté dans 7 bassins de l'emploi. Il en a 8 000 qui ont été signés, ça

marche. Le plein emploi, Madame ROYAL, il n'y a aucune raison que ça soit pour les autres. Mais si vous continuez avec les 35 heures, dont j'aimerais que vous nous disiez, est-ce que vous les généralisez ? Est-ce que vous les gardez ou est-ce que, comme moi, vous proposez de les garder que comme un minimum et de laisser les gens travailler pour gagner plus ? C'est quand même une question qui intéresse les Français.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

La réponse sur les 35 heures.

ARLETTE CHABOT

Ségolène ROYAL ?

SÉGOLÈNE ROYAL

D'abord, si vous pensez que les 35 heures ont créé autant de dégâts, pourquoi ne les avez-vous pas supprimées, pendant ces 5 années ?

NICOLAS SARKOZY

Puis-je...

SÉGOLÈNE ROYAL

Pourquoi ne les avez-vous pas supprimées ? Parce que vous savez bien...

NICOLAS SARKOZY

Puis-je... Puis-je répondre à ça ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Parce que... Parce que... Oui allez-y. Pourquoi vous ne les avez pas supprimées ? Parce que vous savez bien que ça correspond à un progrès social. Vous savez ce que les gens ont fait du temps libéré après les 35 heures, qui d'ailleurs, contrairement à ce que vous avez dit, ont créé plus de 1 million d'emplois, les gens se sont, pour 70 %, mieux occupés de leurs familles. Et il y a beaucoup de femmes, en particuliers ou les salariés qui ont les travaux les plus difficiles, qui au bout de 35 heures, sont fatigués et donc, l'augmentation de la durée du travail ne va pas non plus dans le sens du progrès social. Moi, je suis pour la liberté de ceux qui veulent travailler plus et c'est possible. On l'a vu puisque les heures supplémentaires sont possibles. En revanche...

NICOLAS SARKOZY

Alors qu'est-ce que vous en faites des 35 heures ? Vous les gardez ?

SÉGOLÈNE ROYAL

En revanche... Mais je l'ai dit. Je pense que la deuxième loi sur les 35 heures a été une loi trop rigide. Donc vous voyez que je suis capable de regarder les choses telles qu'elles sont et la réalité des entreprises telle qu'elle est parce que je suis au front avec les entreprises. J'ai cette responsabilité dans les régions. C'est nous qui gérons les aides économiques aux entreprises donc tous les jours, je suis aux côtés des chefs d'entreprises. Et j'ai bien vu que la deuxième loi sur les 35 heures avait été trop rigide et j'ai dit, dans mon pacte présidentiel, que désormais, toute modification du Code du Travail, se ferait après une négociation entre les partenaires sociaux, toute modification du Code du Travail. Et pas comme vous, vous l'avez fait en assénant un certain nombre de choses. Vous avez vu les réactions... Vous avez vu...

NICOLAS SARKOZY

Mais qu'est-ce que ça veut dire « trop rigide » ? Qu'est-ce que vous allez

modifier dans les 35 heures pour qu'on comprenne bien ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Les partenaires sociaux en discuteront et se mettront d'accord et discuteront branche par branche. Et s'il n'y a pas d'accord il n'y aura pas de nouvelle loi sur les 35 heures.

NICOLAS SARKOZY

Non mais qu'est-ce que vous changez parce que moi je dis « voilà, les 35 heures comme un minimum je ne toucherai pas », madame ROPAL, je garde les 35 heures comme la durée hebdomadaire, on ne touche pas.

SÉGOLÈNE ROYAL

Donc vous reconnaissez que c'est quand même un progrès social et économique important...

NICOLAS SARKOZY

Non, non, mais pour moi ce qui...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je vais vous dire, laissez-moi...

NICOLAS SARKOZY

Je ne peux pas terminer là-dessus ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, je vais vous donner un exemple...

NICOLAS SARKOZY

Ah bon, d'accord...

SÉGOLÈNE ROYAL

...parce que j'étais récemment dans une entreprise de haute technologie dans la Creuse qui produit des panneaux solaires. Cette entreprise est passée aux 32 heures et a augmenté sa productivité. Et contrairement à ce que vous avez dit tout à l'heure, parce que j'en ai parlé à José Luis ZAPATERO et à Romano PRODI, et je suis allée en Suède voir la situation des entreprises. Dans bien des entreprises, lorsqu'elles sont performantes sur le plan technologique, elles ont même des durées du travail inférieures aux 35 heures mais ce qu'elles font aussi, et c'est ça qui est intéressant, c'est qu'il y a...

NICOLAS SARKOZY

Mais à 32 heures ils sont payés combien ?

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est qu'il y a une...

NICOLAS SARKOZY

Ils sont payés combien ceux qui sont à 32 heures ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais ils sont payés comme aux 35 heures...

NICOLAS SARKOZY

Oui, donc on n'augmente pas le pouvoir d'achat ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais si, pourquoi ? Parce que...

NICOLAS SARKOZY

Or, il y a un problème considérable de pouvoir d'achat dans notre pays.

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais laissez les gens libres ! Laissez la liberté des gens, ne leur imposez pas de travailler plus pour gagner plus !

NICOLAS SARKOZY

Mais Madame ROYAL...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous savez ce que c'est la valorisation du travail, c'est un travail payé à sa juste valeur. Vous trouvez qu'il est normal que des salariés commencent leur carrière au SMIC à 980 euros nets par mois et terminent au bout...

NICOLAS SARKOZY

Mais restons si vous me le permettez...

SÉGOLÈNE ROYAL

Attendez, laissez-moi finir...

NICOLAS SARKOZY

Restons sur les 35 heures parce que c'est important qu'on sache ce qu'on fait...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, non, je parle des 35 heures là...

NICOLAS SARKOZY

Qu'est-ce que vous changez dans les 35 heures ? On n'y comprend rien...

SÉGOLÈNE ROYAL

Si, si, vous avez parfaitement compris mais vous faites semblant de ne pas comprendre...

NICOLAS SARKOZY

Non, excusez-moi, non...i

SÉGOLÈNE ROYAL

Ce que j'observe c'est que vous ne reviendrez pas non plus sur les 35 heures et vous ne les avez...

NICOLAS SARKOZY

Si...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous ne les avez pas remis en cause, donc elles ne sont pas responsables de tous els maux de la terre comme le dit également le MEDEF. J'ai rencontré la présidente du MEDEF, la première chose qu'elle m'a dit c'est « revenez sur les 35 heures ». J'ai dit « c'est quand même pas sérieux, il y a quand même d'autres sujets sur lesquels discuter ». Je dis « vous voulez qu'on revienne et qu'on annule les 35 heures ? » Elle m'a dit « non ». Donc dont acte, c'est donc un acquis social important. Mais ça a créé des difficultés dans des petites entreprises, c'est vrai, parce qu'elles ont été appliquées de façon trop uniforme. Donc nous rediscuterons des 35 heures pour savoir si oui ou non et de quelle façon elles peuvent être généralisées et dans quelles branches. Et ce seront les partenaires sociaux qui vont en discuter. Je les ai déjà tous reçus les partenaires sociaux, je n'attends pas d'être élue pour travailler, j'ai rencontré

l'ensemble des organisations syndicales et des organisations patronales et je leur ai dit que la réforme profonde du fonctionnement de la République demain sera une réforme de la démocratie sociale et je souhaite qu'il y ait davantage de salariés qui adhèrent aux syndicats. Pourquoi ? Parce que dans un pays comme le nôtre où nous n'avons que 8% de salariés qui adhèrent aux syndicats, alors que dans les pays du nord de l'Europe 80% des salariés adhèrent à une organisation syndicale. A ce moment-là, il y a un dialogue social constructif qui se crée, il y a des compromis sociaux...

NICOLAS SARKOZY

Madame ROYAL, par exemple, dans la Fonction publique...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je termine, et les partenaires, je termine, je termine sur les 35 heures...

NICOLAS SARKOZY

...est-ce que vous autoriserez l'octroi d'heures supplémentaires qui sont aujourd'hui interdits, oui ou non ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Je termine sur les 35 heures...

NICOLAS SARKOZY

C'est sur les 35 heures !

SÉGOLÈNE ROYAL

Et donc je dis, je dis que les partenaires sociaux, parce que le syndicalisme aura été renforcé par le chèque syndical, par un crédit d'impôt et parce que désormais ils auront une responsabilité éminente, il n'y aura plus de loi qui sera imposée dans le domaine social tant qu'il n'y aura pas eu de discussions entre les partenaires sociaux. Et ensuite la loi viendra consolider ces discussions, apporter les financements nécessaires ou généraliser le droit du travail. Et donc, et donc la réponse très précise sur les 35 heures c'est qu'il y aura sur ce sujet comme sur les autres la négociation entre partenaires sociaux, branche par branche, soit ils se mettent d'accord et il y aura les 35 heures, soit ils ne se mettent pas d'accord et il n'y aura pas de généralisation des 35 heures dans les entreprises concernées. Mais moi ce que je vais vous dire, c'est que je veux relancer la croissance, pas seulement avec les deux heures supplémentaires que vous voulez exonérer, avec le chômage que cela va provoquer puisque, comme je l'ai dit tout à l'heure, les patrons auront intérêt à donner des heures supplémentaires que d'ailleurs le salarié ne peut pas choisir et puis il lui faudra du plan de charge pour pouvoir donner des heures supplémentaires. Moi je préfère qu'un employeur recrute un jeune ou un salarié de plus de 50 ans au chômage plutôt que de donner des heures supplémentaires exonérées, c'est-à-dire un nouveau cadeau aux entreprises sans contrepartie. Votre mesure coûte cinq milliards d'euros. En revanche, je pense que ce qui est très important c'est de prendre un peu de recul par rapport à l'enjeu économique et de se dire aujourd'hui que la vraie bataille c'est l'économie de la connaissance. Et ce que j'ai proposé c'est d'investir massivement dans l'innovation et dans la recherche. Vous le savez, les efforts dans la recherche ont drastiquement diminué...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Ségolène ROYAL...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je termine, à tel point...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Oui parce que vous avez pas mal d'avance, donc il faudrait que Nicolas SARKOZY réponde d'abord sur ce sujet-là...

SÉGOLÈNE ROYAL

A tel point que le mouvement « Sauvons la recherche » qui ne voulait appeler pour aucun candidat vient de tirer la sonnette d'alarme et vient de me soutenir parce qu'ils savent à quel point la façon dont vous avez diminué les investissements dans la recherche ont détruit les emplois d'aujourd'hui et les emplois de demain, et je remettrai...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors la recherche, on peut en reparler, mais il faudrait pouvoir répondre déjà au sujet sur le...

ARLETTE CHABOT

Nicolas SARKOZY, est-ce que vous pouvez répondre parce que vous avez...

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est le coeur de la croissance et c'est pour ça que je voulais le dire...

NICOLAS SARKOZY

D'abord pardon, Madame ROYAL, mais je pense que les Français...

ARLETTE CHABOT

Monsieur SARKOZY, est-ce qu'on peut finir sur le temps de travail et ensuite enchaîner peut-être sur le pouvoir d'achat, comment compléter avec les salaires ?

NICOLAS SARKOZY

Bien sûr, attendant de nous de la précision. Vous avez une capacité à surfer d'un sujet à l'autre avec quelques généralités qui fait qu'ils ne vont...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ne faisons pas de méthode, allons au fond des sujets, chacun sa méthode...

NICOLAS SARKOZY

Justement, essayons...

SÉGOLÈNE ROYAL

...et j'ai ma liberté de parole et vous l'avez...

NICOLAS SARKOZY

Merci.

SÉGOLÈNE ROYAL

Voilà, alors soyez précis puisque vous demandez de la précision.

NICOLAS SARKOZY

Merci, je ne vais donc pas suivre votre exemple. Alors s'agissant des 35 heures qu'est-ce qu'on fait ? On garde les 35 heures comme durée hebdomadaire. D'abord je suis pour une durée hebdomadaire du travail, 35 heures. Tout ce qui est travaillé au-dessus est payé, 35, 39, plus 25% de salaire, au-delà de 39, plus 50%. Je dis d'ailleurs, Madame ROYAL, dans le privé comme dans le public car il y a des tout petits salaires dans le public et il

n'est pas admissible qu'on ne puisse pas donner des heures supplémentaires et je souhaite qu'on puisse donner des heures supplémentaires à des jardiniers, à des cantonniers, à des officiers d'état civil, à des policiers municipaux, dans nos collectivités territoriales. Aujourd'hui, ce n'est pas possible. Parce qu'au fond il y a une différence entre vous et moi, Madame ROYAL, à quoi ça sert les RTT quand on n'a pas de quoi payer des vacances pour ses enfants ? A quoi ça sert les RTT quand à la fin du mois on a travaillé tout le mois et qu'il ne reste plus rien ? Il y a un problème de pouvoir d'achat. Alors vous dites « c'est formidable, j'ai visité une entreprise où ils travaillent 32 heures », oui, vous dites « c'est formidable » mais si c'est des petits salaires ce n'est pas si formidable que ça parce que je veux donner la liberté de choisir aux salariés. S'ils ont un emprunt à rembourser, une maison à construire, un projet éducatif ou un projet de vacances, laissez-les gagner davantage d'argent s'ils sont d'accord pour travailler plus. Deuxième proposition, pour le pouvoir d'achat, parce que la question du pouvoir d'achat est centrale. Je propose de conditionner les allègements de charges, branche par branche, à la politique salariale des branches. Fantastique, on donne 21 milliards d'euros d'allègements de charges aux entreprises. A aucun moment, l'Etat ne discute avec les entreprises branche par branche de la politique salariale. Les entreprises qui augmenteront les salaires, l'Etat prendra davantage d'allègements à sa charge. Les branches qui ne voudront pas...

SÉGOLÈNE ROYAL

Il est temps...

NICOLAS SARKOZY

Peut-être mais...

SÉGOLÈNE ROYAL

Nous le demandons depuis cinq ans !

NICOLAS SARKOZY

Vous le demandez mais c'est dans mon projet, pas dans le vôtre.

SÉGOLÈNE ROYAL

Si, parfaitement.

NICOLAS SARKOZY

Bon, troisième élément, je souhaite...

SÉGOLÈNE ROYAL

Parfaitement, bien sûr, la modulation des aides en fonction de la masse salariale, parfaitement...

NICOLAS SARKOZY

Troisième élément, je souhaite que l'impôt sur les bénéfices payé par les sociétés soit moins important pour les sociétés qui investissent en France et qui créent de l'emploi en France et plus important pour celles qui ne le font pas. Dernier point, je propose...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ce que je viens de dire...

NICOLAS SARKOZY

Je propose que les entreprises soient mises devant leurs responsabilités. Ca suffit maintenant de mettre dehors les gens de 50 ans, on ne peut plus faire financer par le contribuable les préretraites à guichet ouvert, il

y a cinq milliards d'euros d'économies. On ne peut pas dire aux Français « on va vivre plus longtemps, vous devez cotiser plus longtemps pour la retraite » et dans le même temps conduire des entreprises à pousser à la retraite des quinquagénaires qui ont encore beaucoup de choses à donner à leur pays, à leur entreprise et à leur emploi. Voilà très exactement ce que je vais essayer de faire pour résoudre le problème du pouvoir d'achat, pour résoudre le problème de la croissance avec un service public de l'emploi rénové. Des droits, Madame ROYAL, mais aussi des devoirs parce que sans devoir il ne peut pas y avoir de droit.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

On va faire juste une petite pause et je vais vous poser à tous les deux la même question puisqu'on est à peu près sur les mêmes temps de parole, sur les sécurités que vous pouvez apporter en matière de santé, en matière de logement, en matière de retraite. Vous pouvez commencez, Madame...

SÉGOLÈNE ROYAL

D'abord sur la question des droits et des devoirs, vous voyez, un point sur lequel nous sommes d'accord. Et dans le programme que je propose il n'y aucun droit nouveau sans une contrepartie, c'est-à-dire qu'on est dans le donnant-donnant, dans le gagnant-gagnant. Et sur cette question-là je pense que la première des sécurités c'est la sécurité du salaire et c'est la sécurité du pouvoir d'achat. Et moi je propose de revaloriser le SMIC et les bas salaires, c'est-à-dire que dès l'élection se réunisse la Conférence nationale sur la croissance et les salaires avec les partenaires sociaux pour décider de l'augmentation des bas salaires, parce que nous sommes un des pays d'Europe où les bas salaires sont les plus bas d'Europe. Et je pense que la croissance économique dépend de la redistribution du pouvoir d'achat sur les bas salaires et ce sera l'une de mes priorités. Sur l'autre question, parce que je voudrais quand même revenir encore un instant sur la relance économique, je crois que c'est le problème...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Pas trop longtemps parce que sinon on ne pourra pas aborder ni la santé ni le logement ni les retraites ni les handicapés...

SÉGOLÈNE ROYAL

Juste une chose très importante, c'est que je crois beaucoup dans la dynamique des territoires et dans la capacité des Français à créer des entreprises. Je veux que le peuple français devienne un peuple d'entrepreneurs. Et pour cela, dans les pôles de compétitivité qui sont maintenant dans toutes les régions et sur lesquelles...

NICOLAS SARKOZY

Et qui ont été créés par qui ?

SÉGOLÈNE ROYAL

...et sur lesquels nous avons attendu, et j'en sais quelque chose en tant que présidente de région, pendant trois ans l'aide de l'Etat qui n'est pas venue, eh bien moi je m'appuierai avec l'ensemble des 26 régions de France et quand nous allons déployer cette force, cette énergie des territoires parce qu'enfin le chef de l'Etat que je serai avec l'ensemble des présidents de région enfin vont tirer dans la même direction, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Songez que j'ai attendu deux ans avant d'avoir l'accord du gouvernement auquel vous appartenez pour pouvoir ouvrir une usine de biocarburants à la Rochelle, deux

ans d'attente d'une autorisation administrative. Moi je veux débureaucratiser l'Etat et faire en sorte que ce soit les régions qui soient en première ligne avec les universités et les centres de recherche, et je transférerai les ressources parce que c'est là que les chefs d'entreprise peuvent se mettre ensemble. Dans les pôles de compétitivité, dans les réseaux d'entreprise, dans chaque université auxquelles je vais donner de l'autonomie, il y aura des pépinières d'entreprises et chaque jeune diplômé qui va sortir de l'université aura accès à un prêt gratuit, aura accès à ce service donné par l'entreprise et par l'université pour créer son activité, son emploi, sa petite entreprise. Et je pense que c'est comme cela aussi que nous remettrons en mouvement les talents de nos territoires, il y a du potentiel considérable, il y a aujourd'hui des gens désespérés, nos chercheurs s'en vont à l'étranger, ils fuient aux Etats-Unis où ils sont payés trois à quatre fois plus cher qu'en France, nous sommes en train de perdre notre matière grise. Eh bien moi je serai la présidente de la République qui fera en sorte que la matière grise de la France reste en France, qui fera en sorte que les jeunes diplômés aient envie de créer leur entreprise, qui fera en sorte que els pôles de compétitivité, c'est-à-dire les entreprises d'aujourd'hui, de demain, les industries de la connaissance qui sont aujourd'hui même menacées par les délocalisations. Car quand vous voyez une entreprise comme ALCATEL qui délocalise, alors je dis que la situation est très dangereuse car avant c'était les entreprises à bas salaires qui étaient délocalisées ; aujourd'hui sont touchées les entreprises de haute technologie. Et donc le moment est urgent, il faut faire autrement, il faut voir l'économie autrement, il faut la voir en dynamique avec les territoires, en rassemblant, en réunissant la recherche, la formation et l'entreprise, et je pense que c'est comme cela que nous déploierons les énergies. Parce que pour apporter une réponse, j'en ai juste un mot, aux sécurités...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Oui parce que sinon on ne va pas avoir le temps...

ARLETTE CHABOT

On va revenir aux sécurités après peut-être. On peut terminer sur la création d'entreprise...

SÉGOLÈNE ROYAL

On a deux heures, donc ne nous impatientons pas...

NICOLAS SARKOZY

Non mais vous avez une capacité à répondre aux questions qui est tout à fait remarquable...

SÉGOLÈNE ROYAL

Si parce que je connais bien les sujets dont je parle et que je sais que ce que je dis je le réaliserai, parce ce que je le vois déjà fonctionner sur les territoires et que je suis allée dans les autres pays voir ce qui marche. Moi je serai la présidente de ce qui marche sans œillères en regardant tout ce qui peut fonctionner et c'est comme cela, je crois, que je re-débloquerai la machine économique.

ARLETTE CHABOT

Nicolas SARKOZY, peut-être sur les entreprises et puis répondre à la question que Patrick avait posée...

NICOLAS SARKOZY

Evidemment, si vous êtes la présidente de ce qui marche, moi je voudrais être le président qui fasse que ce qui ne marche pas marche parce que si c'est pour être la présidente de ce qui va et qu'il n'y pas de problème, ce n'est pas la peine, les gens ne votent pas pour nous pour qu'on aille compliquer que ce qui va mais au contraire pour qu'on répare ce qui ne va pas. Alors d'abord sur les pôles de compétitivité : comme vous êtes une personne honnête, reconnaissez que les pôles de compétitivité, bon, qui les a créés ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Les entreprises, ce n'est pas vous.

NICOLAS SARKOZY

Ah bon, non, les pôles...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ce n'est pas vous, ce sont les entreprises, alors ne vous attribuez pas... ce sont les réseaux de chefs d'entreprise et qui ont attendu, hélas, bien longtemps et qui aujourd'hui n'ont toujours pas les avantages fiscaux que vous aviez promis et moi je leur donnerai.

NICOLAS SARKOZY

Madame, la nouvelle politique, une politique moderne, c'est l'honnêteté.

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, en effet...

NICOLAS SARKOZY

Les pôles de compétitivité ont été créés en 2004 à la suite du rapport parlementaire remarquable de Christian BLANC. Et c'est à partir de ce moment-là que l'Etat, j'ai été ministre des Finances, les a créés. Pourquoi ça ne pouvait pas être les régions ? Parce que les pôles de compétitivité sont des exonérations fiscales et sociales qui ne peuvent pas être décidées par els régions mais par l'Etat.

SÉGOLÈNE ROYAL

Qui ne sont toujours pas arrivées.

NICOLAS SARKOZY

Madame, peu importe...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais si, c'est très important...

NICOLAS SARKOZY

Peu importe...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, non, pas peu importe...

NICOLAS SARKOZY

Mais peu importe la polémique...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non mais pas peu importe, pas peu importe...

NICOLAS SARKOZY

Il suffit d'être honnête...

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui...

NICOLAS SARKOZY

Il y a des choses bien que vous avez faites, il y a des choses bien que l'on fait, ça ne sert à rien de le contester. Alors sur la question...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, non, permettez, est-ce que les exonérations fiscales sont arrivées ?

NICOLAS SARKOZY

Mais bien sûr, Madame...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, elles ne sont pas arrivées, je le sais, je suis présidente de région...

NICOLAS SARKOZY

Madame, excusez-moi, ce n'est pas exact, il y a 68 pôles de compétitivité...

SEGOLENE ROYAL

Aucune exonération fiscale...

NICOLAS SARKOZY

...que j'ai labellisés moi-même...

SEGOLENE ROYAL

Mais oui, labellisés, oui, faire une conférence de presse, oui...

NICOLAS SARKOZY

Non, Madame, ce n'est pas exact, ça fonctionne, ça marche et c'est d'ailleurs parce que ça marche que vous en parlez car si ça ne marchait pas vous n'en auriez pas parlé.

SEGOLENE ROYAL

Si, j'en parle pour le faire marcher.

NICOLAS SARKOZY

Alors monsieur Patrick POIVRE d'ARVOR nous a posé des questions...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Santé, logement, retraites, ce sont des sujets extrêmement précis pour les téléspectateurs...

NICOLAS SARKOZY

Alors la question des retraites est une question essentielle, c'est la retraite par répartition, il faut la garantir. Les lois FILLON ont permis de rééquilibrer l'égalité entre les salariés du privé et les salariés du public qui maintenant cotisent 40 ans. Grâce aux lois FILLON, jusqu'en 2020, on n'a pas de soucis majeurs à avoir quant au financement de nos retraites. Je garantirai l'application des lois FILLON. Madame ROYAL a dit qu'elle les démantèlerait, on verra comment elle finance. Deuxième élément, il y a un ensemble de régimes de retraites qui n'ont pas été réformés, c'est ce qu'on appelle les régimes spéciaux. Moi je respecte les gens qui adhèrent aux régimes spéciaux, EDF, SNCF, RATP. Mais dans un pays où il est écrit « égalité » sur le frontispice de nos établissements publics, il est quand même curieux d'expliquer que certains Français doivent cotiser 37 années et demie pour avoir leur retraite alors que les autres cotisent 40 ans. Je réformerai les régimes spéciaux par souci d'égalité. Deuxième élément, il y a trois millions de petites

retraites, c'est-à-dire trois millions de personnes qui sont en dessous du minimum vieillesse. J'augmenterai de 25% les petites retraites et je le ferai financer par ce que qu'on aura récupéré sur la réforme des régimes spéciaux. Troisièmement, je veux mettre sur la table la question des pensions de reversion. La situation faite aux veuves est catastrophique, c'est 54% aujourd'hui. Quand un mari décède, la veuve a 54% de la pension, je porterai à 60% comme un premier élément. La question des retraites est centrale. Deuxième élément, le logement, la question que vous m'avez posée. Mon ambition ça serait de faire de la France un pays de propriétaires. Il y a un Français sur deux qui sont propriétaires de leur logement, il y a 80% d'Espagnols qui sont propriétaires de leur logement, il y a 76% des Anglais qui sont propriétaires de leur logement, il y a 12 millions de familles françaises qui aimeraient être propriétaires et qui ne le sont pas. Dès l'été 2007, je créerai un crédit d'impôt qui permettra pour ceux qui payent l'impôt sur le revenu de déduire les intérêts de l'emprunt pour acheter leur appartement de leurs revenus et pour ceux qui ne le payent pas un crédit d'impôt, c'est-à-dire l'Etat qui leur remboursera. Il faut qu'on favorise la propriété pour les Français. Deuxième élément, pour ceux qui n'ont pas de relations, je créerai un système de cautionnement public pour leur permettre d'emprunter. Troisième élément, je veux revenir sur cette injustice invraisemblable qui fait que quand vous empruntez on vous demande une visite médicale. Et alors là il y a intérêt à ne pas être malade parce que si vous êtes malade on veut bien vous prêter mais ça vous coûte plus cher. C'est scandaleux, ce n'est pas parce qu'on est malade qu'on n'a pas le droit de se loger. Dernier point, sur la santé, je pense que sur la santé il faut créer un cinquième risque, le risque de la dépendance parce qu'une société qui ne s'occupe pas des personnes âgées c'est une société qui se renie, qui perd son humanité. Je veux engager un plan contre Alzheimer : 890.000 Français touchés par Alzheimer aujourd'hui. J'ai vu dans une maison en Bretagne un cas, un monsieur de 63 ans, agriculteur toute sa vie, en un an il est devenu totalement autre, ne reconnaissant plus les siens. Ca va concerner dans 10 ans 1,2 million de Français, il faut engager un plan contre l'Alzheimer pour trouver l'origine de cette maladie comme on a fait un plan cancer. Et je veux enfin poser la question du remboursement des prothèses dentaires, ce n'est pas un luxe, et du remboursement des lunettes, ce n'est pas un luxe. Voilà pour répondre précisément aux trois préoccupations qui étaient les vôtres, Monsieur POIVRE d'ARVOR.

ARLETTE CHABOT

Ségolène ROYAL, sur le même thème, sur les sécurités, sur ces trois thèmes...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Et d'une manière peut-être encore un peu plus courte...

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, vous ne nous avez pas dit comment vous financiez tout cela puisque parallèlement vous avez annoncé une baisse de quatre points, je crois, des prélèvements obligatoires, c'est-à-dire 72 milliards d'euros en moins de recettes...

NICOLAS SARKOZY

68...

SÉGOLÈNE ROYAL

72, certains économistes l'ont évalué à 72 ou 68, enfin c'est déjà considérable...

NICOLAS SARKOZY

Oui mais je vais m'en expliquer...

SÉGOLÈNE ROYAL

Donc 68 milliards d'euros en moins et l'ensemble des dépenses que vous venez là d'énumérer. Mais c'est à vous...

NICOLAS SARKOZY

Voulez-vous que je vous réponde tout de suite ?

SEGOLÈNE ROYAL

Non, non, je pose simplement la question parce qu'on ne peut pas à la fois se plaindre de la dette...

NICOLAS SARKOZY

Oui, bien sûr, mais je vais expliquer, Madame...

SÉGOLÈNE ROYAL

...et additionner les dépenses. Je dis cela parce que...

NICOLAS SARKOZY

Voulez-vous que je le fasse maintenant ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, non, je dis cela parce que quand vous dites...

NICOLAS SARKOZY

Non mais est-ce que vous voulez que je le fasse maintenant ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, je vais venir plus précisément, vous m'avez demandé d'être précise. Lorsque vous dites par exemple que vous allez financer l'augmentation des petites retraites par la réforme des régimes spéciaux, vous savez très bien que la réforme des régimes spéciaux va prendre un certain temps. Donc il y a là comme un tour de passe-passe, vous ne nous dites pas combien de temps cela va prendre. Il va y avoir des discussions, il va y avoir des remises à plat, moi je veux revaloriser tout de suite dès mon élection les petites retraites parce que je pense...

NICOLAS SARKOZY

Vous payez comment ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Parce que je pense, je vais vous le dire, je vais vous le dire, je mets des fonds supplémentaires au fonds de réserve des retraites par une taxe...

NICOLAS SARKOZY

Très bien, vous les prenez où ces fonds ?

SEGOLÈNE ROYAL

Je le fais par une taxe sur les revenus boursiers parce que je pense en effet qu'il faut de la justice...

NICOLAS SARKOZY

De combien ?

SEGOLÈNE ROYAL

Les partenaires sociaux en discuteront mais au moins le principe est là et nous allons...

NICOLAS SARKOZY

Vous mettez combien sur le fonds ?

SEGOLENE ROYAL

Je vous donne déjà les principes.

NICOLAS SARKOZY

Ah bon, parce que vous savez que sur le fonds il y a 32 milliards, que l'Etat y met six milliards par an...

SÉGOLENE ROYAL

Je vous donne déjà les principes, laissez-moi finir...

NICOLAS SARKOZY

Alors votre taxe va...

SÉGOLENE ROYAL

Moi au moins j'ai une recette, vous...

NICOLAS SARKOZY

Non, non mais attendez, ça c'est très intéressant, cette taxe que vous nous annoncez, lorsque Lionel JOSPIN a créé ce fonds il a prévu 120 milliards d'euros. Il y en a 36, chaque année l'Etat en met six, votre taxe à peu près c'est combien ?

SÉGOLENE ROYAL

Mais ma taxe elle sera au niveau de ce qui sera nécessaire pour faire de la justice sociale. Car une partie...

NICOLAS SARKOZY

Alors c'est une précision bouleversante...

SÉGOLENE ROYAL

Oui, parfaitement...

NICOLAS SARKOZY

Vous ne pouvez pas nous dire un chiffre ?

SÉGOLENE ROYAL

Non, je ne peux pas vous dire de chiffres...

NICOLAS ROYAL

Ah bon...

SÉGOLENE ROYAL

Pourquoi je ne peux pas vous dire de chiffres ? Parce que la relance...

NICOLAS SARKOZY

C'est votre droit...

SÉGOLENE ROYAL

Oui, c'est mon droit, parce que la relance de la croissance économique va aussi permettre des cotisations supplémentaires. Moi je crois que la croissance...

NICOLAS SARKOZY

Donc vous créez une taxe sans dire aux Français le montant de cette

taxe et l'espérance de recettes ?

SEGOLENE ROYAL

Oui parce que je dis aux Français...

NICOLAS SARKOZY

Avec ça on est tranquille pour l'équilibre de nos régimes de retraites...

SEGOLENE ROYAL

Parfaitement; on est tranquille pour l'équilibre de nos régimes de retraites parce que moi au moins j'ai un recette, mais ce que je veux dire globalement sur cette question des retraites c'est que c'est une question essentielle. Pourquoi ? Parce que c'est la solidarité entre générations. Et ce que l'on voit aujourd'hui c'est le fait que les petites retraites font basculer des millions de personnes dans la pauvreté. Pourquoi ? Parce que le pouvoir d'achat des petites retraites a baissé et je me suis engagée à réformer l'indice des prix car l'indice des prix ne calcule pas exactement ce que consomment les personnes âgées, et donc je veux que l'indexation des retraites suivent vraiment la consommation des personnes âgées. Je vois de plus en plus de personnes dans mes permanences qui ne font plus qu'un repas par jour. Il y a des femmes qui partent à la retraite avec un niveau de retraite à peine supérieur au minimum vieillesse parce qu'elles se sont interrompues pour élever leurs enfants et que la réforme de la loi FILLON a créé une injustice insupportable au dépend des femmes parce qu'en allongeant la durée de cotisation elle a frappé les femmes qui se sont arrêtées pour élever leurs enfants. Je pense aussi aux femmes qui ont élevé leurs enfants tout simplement et donc aux pensions de réversion ou même à la façon dont nous pouvons...

NICOLAS SARKOZY

Est-ce que vous gardez les lois FILLON ?

SEGOLENE ROYAL

Non, je remets à plat les lois FILLON ne serait-ce que pour cette question de l'injustice faite aux femmes.

NICOLAS SARKOZY

Donc si je comprends bien, Madame, vous nous expliquez que vous augmentez les retraites mais ce qui avait été fait comme financement grâce aux lois FILLON vous le remettez à plat, donc vous les détruisez ?

SÉGOLENE ROYAL

Non, ce n'est pas ce que j'ai dit...est-ce que vous permettez que...

NICOLAS SARKOZY

Alors quand monsieur HOLLANDE annonce une CSG pour payer les retraites, vous confirmez ou vous infirmez ?

SÉGOLENE ROYAL

Est-ce que je peux me permettre de finir le déroulement de ma pensée ?
Oui, je remets à plat les lois FILLON, ça ne veut pas dire que nous détruisons tout, nous remettons à plat et nous discutons avec les partenaires sociaux. Pourquoi ? Parce que les lois FILLON ont créé des injustices et en particulier des injustices faites aux femmes et moi je pense que...

NICOLAS SARKOZY

Mais est-ce qu'on garde les 40 années de cotisation ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Attendez, cessez de m'interrompre parce que je connais bien la technique. Deuxièmement, nous prendrons en compte la pénibilité des tâches. Je souhaite qu'il y ait des retraites à la carte, que ceux qui veulent travailler plus longtemps puissent le faire, mais que ceux qui sont fatigués parce qu'ils ont eu des métiers extrêmement difficiles puissent s'arrêter plus tôt. Entre un ouvrier et un cadre supérieur, il y a une espérance de vie de sept années d'écart, une espérance de vie, vous entendez, de sept années d'écart dans la France d'aujourd'hui, est-ce que ça vous trouve que c'est juste ? Et en plus cette qualité de vie elle n'est pas la même selon que l'on a subi les accidents du travail, la pénibilité des tâches. Il y a aujourd'hui en France 2.000 accidents du travail par jour, là aussi il y a des réserves de croissance si on lutte contre les accidents du travail et contre les maladies professionnelles. Donc c'est une globalité de l'approche de la question des retraites, c'est à la fois la qualité de la retraite, le niveau du revenu auquel est pris sa retraite, les droits des femmes, la question aussi des femmes qui n'ont jamais travaillé et je pense à elles dans la France d'aujourd'hui parce que je crois que choisir d'avoir élevé ses enfants c'est aussi le plus beau des métiers quand on a choisi cela. Or, si l'on finit sa vie dans la pauvreté au minimum vieillesse ça n'est pas juste, et donc moi je veux là aussi rediscuter avec les partenaires sociaux de quelle façon nous pouvons prendre en compte ce travail maternel qui a été fait et qui aujourd'hui n'est pas reconnu. Voilà ce que je compte remettre sur la table. Et en effet j'espère que par la relance de la croissance nous aurons des recettes au niveau des cotisations et si ça ne suffit pas, nous ferons une taxe sur les revenus boursiers. Voilà comment je vois la réforme des retraites qui est en effet un des sujets de société les plus importants parce que pour première fois, pour la première fois, on voit en France des jeunes qui sont inquiets de leur retraite alors qu'il y a en effet quelques années, ça n'était pas une idée qui leur effleurait l'esprit. Et donc en effet, c'est une...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors il y a quelques minutes de différence entre vous au détriment de Nicolas SARKOZY. Donc vous pouvez répondre...

NICOLAS SARKOZY

Oui, ça, c'est un point extrêmement...

ARLETTE CHABOT

Et aussi sur la fiscalité puisque vous n'avez pas répondu tout à l'heure, si vous le souhaitez...

NICOLAS SARKOZY

Non, mais c'est un point, c'est un point extrêmement important...

SÉGOLÈNE ROYAL

Et sur le logement...

NICOLAS SARKOZY

Qui devrait, me semble-t-il, faire consensus entre la gauche et la droite. Comment finance-t-on nos retraites ? Ça ne devrait pas être un sujet de bagarre politique, Madame ROYAL.

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais je n'en fais pas une bagarre politique...

NICOLAS SARKOZY

Ça devrait être un sujet, me semble-t-il, d'État où l'ensemble de la classe politique républicaine devrait s'additionner pour trouver des solutions. Bon, c'est simple...

SÉGOLÈNE ROYAL

Alors comment vous les financez alors ? Quelle est votre idée ? ...

NICOLAS SARKOZY

Bon, les lois FILLON, ça consistait à passer à quarante années dans un premier temps, quarante et une dans un deuxième temps, de cotisation. Voilà. L'idée de François FILLON, qui est une idée juste, c'est : puisqu'on va vivre plus longtemps, il faut cotiser plus longtemps pour payer les retraites. Ça me semble assez simple.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, ça dépend de la pénibilité du travail. Je suis désolée...

NICOLAS SARKOZY

Madame, la pénibilité...

SÉGOLÈNE ROYAL

Quand il y a un écart d'espérance de vie tel que je viens de vous le donner, non, c'est très injuste.

NICOLAS SARKOZY

Non, ben ça veut donc dire...

SÉGOLÈNE ROYAL

On ne va pas uniformiser les durées de cotisation...

NICOLAS SARKOZY

Ça veut donc dire, par exemple...

SÉGOLÈNE ROYAL

Et moi, je prendrai en compte...

NICOLAS SARKOZY

Non, mais attendez...

SÉGOLÈNE ROYAL

La pénibilité du travail...

NICOLAS SARKOZY

D'accord...

SÉGOLÈNE ROYAL

Pour décider de la durée de cotisation...

NICOLAS SARKOZY

La pénibilité du travail est déjà prise en compte, comme vous le savez, dans les lois FILLON. Mais vous savez parfaitement que la pénibilité du travail ne résout pas tous les problèmes. Nous vivons plus longtemps, il va falloir cotiser plus longtemps. Oui ou non, sommes-nous capables, gauche et droite, de nous mettre d'accord sur cette idée simple que tous les pays développés au monde augmentent la durée de cotisation pour prendre sa retraite ? Il faut le faire en France. Quand vous dites : « Je vais remettre à plat la loi FILLON », c'est-à-dire que vous revenez sur ce qui a été le travail du gouvernement BALLADUR et du gouvernement RAFFARIN pour obtenir le financement pérenne de nos régimes de retraite. Je vous le dis, c'est irresponsable.

Deuxième élément...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais le financement n'est pas résolu, vous le savez très bien. Pourquoi dites-vous cela ? ...

NICOLAS SARKOZY

Le financement est résolu jusqu'en 2020, Madame.

SÉGOLÈNE ROYAL

Écoutez...

NICOLAS SARKOZY

Il est résolu...

SÉGOLÈNE ROYAL

Le financement n'est pas résolu, vous le savez très bien...

NICOLAS SARKOZY

Il est... Mais non, Madame. Écoutez, ça, c'est quelque chose qui n'est contesté par personne : les lois FILLON ont prévu...

SÉGOLÈNE ROYAL

Toutes les branches de la SÉCURITÉ SOCIALE sont en déficit...

NICOLAS SARKOZY

Non non, mais Madame...

SÉGOLÈNE ROYAL

Toutes les branches et tous les comptes sociaux sont en déficit. Enfin bon...

NICOLAS SARKOZY

Si vous me permettez... Non, mais...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ne chipotons pas sur les chiffres parce que je crois que les Français attendent un débat d'un autre niveau.

NICOLAS SARKOZY

Mais c'est un débat d'un très bon niveau que de savoir comment on va financer les retraites...

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui oui oui...

NICOLAS SARKOZY

Madame, pardon de vous le dire, vous faites une erreur. Le financement des retraites est équilibré jusqu'à l'horizon 2020. Premier point, vous voulez tout remettre à plat, c'est-à-dire tout le travail qui a été fait, vous voulez le démolir.

SÉGOLÈNE ROYAL

Pas démolir. Mais remettre à plat, ça ne s'appelle pas démolir. Vous êtes très brutal...

NICOLAS SARKOZY

Deuxième point, il reste les régimes spéciaux. Ah oui ! Ben... Et les régimes spéciaux...

SÉGOLÈNE ROYAL

Moi, remettre plat, ce n'est pas démolir...

NICOLAS SARKOZY

Vous ne voulez pas réformer les régimes spéciaux ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Si, nous réformerons les régimes spéciaux...

NICOLAS SARKOZY

Ah ! Très bien ! Voilà une nouvelle...

SÉGOLÈNE ROYAL

Y compris le vôtre.

NICOLAS SARKOZY

Ah ! Ben voilà... Le mien. Pourquoi ? Je suis...

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, celui du parlementaire.

NICOLAS SARKOZY

Je ne suis pas parlementaire alors je ne sais pas pourquoi...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous n'avez pas été parlementaire ?

NICOLAS SARKOZY

Si, mais enfin vous aussi...

SÉGOLÈNE ROYAL

Eh ben alors vous avez droit à...

NICOLAS SARKOZY

Vous aussi...

SÉGOLÈNE ROYAL

Eh ben oui, eh oui...

NICOLAS SARKOZY

Pourquoi vous dites : « Le vôtre » ? ... Bon, alors je n'y suis pas...

SÉGOLÈNE ROYAL

Eh ben le vôtre parce que vous ne parlez jamais du régime spécial des parlementaires et celui aussi, je le remettrai à plat...

NICOLAS SARKOZY

Non non, mais... Eh ben très bien.

SÉGOLÈNE ROYAL

Voilà.

NICOLAS SARKOZY

Vous le ferez, il n'y a aucun problème.

SÉGOLÈNE ROYAL

Voilà.

NICOLAS SARKOZY

Et je serai d'accord avec vous. Mais vous annoncez donc aux adhérents aux régimes spéciaux que vous allez faire la réforme des régimes spéciaux.

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais bien sûr...

NICOLAS SARKOZY

Très bien...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais ça n'a jamais été nié...

NICOLAS SARKOZY

Eh ben voilà, c'est un point...

SÉGOLÈNE ROYAL

Les régimes spéciaux seront mis dans la discussion des retraites. Mais évidemment ! ...

NICOLAS SARKOZY

Alors c'est un point qui est, me semble-t-il, extrêmement important.

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais il a toujours été dit, sans crier haro sur les régimes spéciaux...

NICOLAS SARKOZY

Et sur la question de Monsieur HOLLANDE...

SÉGOLÈNE ROYAL

Attendez, sans crier haro sur les régimes spéciaux...

NICOLAS SARKOZY

Mais il ne s'agit pas...

SÉGOLÈNE ROYAL

Moi, je n'oppose pas les uns aux autres...

NICOLAS SARKOZY

Non, mais moi non plus, mais moi non plus...

SÉGOLÈNE ROYAL

Et tout sera mis à plat donc y compris les régimes spéciaux...

NICOLAS SARKOZY

Mais Madame, quand il y en a qui cotisent trente-sept années et demie quand d'autres cotisent quarante ans, ce n'est pas crier haro sur ceux qui cotisent trente-sept ans et demi que de leur dire : « Dites donc, l'égalité, dans la France d'aujourd'hui, c'est que vous cotisiez comme les autres »...

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, alors...

NICOLAS SARKOZY

Bon, sur l'idée de François HOLLANDE de créer une CSG supplémentaire...

SÉGOLÈNE ROYAL

Écoutez, vous ferez un débat avec François HOLLANDE...

NICOLAS SARKOZY

Ah bon ? ...

SÉGOLÈNE ROYAL

Quand vous le souhaitez...

NICOLAS SARKOZY

Vous n'êtes pas concernée ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Voilà.

NICOLAS SARKOZY

Ça ne vous engage pas ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Non.

NICOLAS SARKOZY

Très bien. Ah ! Ben il sera content de l'apprendre et j'aurai au moins facilité cette part du dialogue. S'agissant...

SÉGOLÈNE ROYAL

Attendez, disons les choses telles qu'elles sont. Je ne vais... Moi, ça n'est pas ma conception du pouvoir que de décider de façon péremptoire et unilatérale comment nous allons régler ces problèmes. Je vous l'ai dit, ce sont d'abord les partenaires sociaux qui vont discuter avec l'État bien sûr. Il y aura des réunions tripartites. Et moi, je ne considère pas et je...

NICOLAS SARKOZY

Ben il n'est pas anormal que le président de la République ait une idée de comment on finance les retraites...

SÉGOLÈNE ROYAL

Eh bien je vous les ai données...

NICOLAS SARKOZY

Ce n'est quand même pas quelque chose d'atroce.

SÉGOLÈNE ROYAL

Eh bien je vous les ai données, je vous les ai données...

NICOLAS SARKOZY

Non, vous ne me les avez pas données...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je vous ai donné ces différentes pistes...

NICOLAS SARKOZY

Puisque les deux idées que vous avez avancées, Madame, c'est une taxe dont vous avez refusé de nous dire le montant, l'assiette et la recette...

SÉGOLÈNE ROYAL

Écoutez...

NICOLAS SARKOZY

La deuxième idée que vous avez avancée, c'est la mise à plat de la loi FILLON. Je vous reconnais, il y a une troisième idée, c'est une grande discussion, c'est la sixième ou septième depuis qu'on débat ensemble, et la grande discussion...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, c'est la même.

NICOLAS SARKOZY

La grande discussion, il faut qu'elle débouche sur quelque chose ! Il y a

des millions de retraités qui se disent, et des millions de salariés qui se disent :
Moi, j'ai trimé toute ma vie, j'entends qu'on équilibre mon régime de retraite et
avoir ma pension. Avec moi comme président de la République, les choses sont
parfaitement claires, elles seront en ordre, on financera et on s'engage. Alors,
un mot maintenant sur la fiscalité...

SÉGOLÈNE ROYAL

Avec quelle recette ? Vous n'avez pas parlé de la recette ! Quelle
nouvelle cotisation ?

NICOLAS SARKOZY

Mais, Madame, il n'y a pas besoin de cotisation puisque la loi FILLON...

SÉGOLÈNE ROYAL

Il n'y a pas besoin de cotisation ?

NICOLAS SARKOZY

Non, Madame. Puisque je ne remets pas à plat la loi FILLON. Les
recettes, elles sont très simples, ça vous est... Enfin, vous n'avez peut-être pas
suivi exactement le débat. Les lois FILLON ont... Il y a trois solutions pour le
régime... Soit, vous baissez les pensions de retraite, il n'en est pas question,
elles sont déjà trop petites. Soit, vous augmentez les cotisations que payent les
salariés, il n'en est pas question, elles sont trop lourdes. Soit, vous augmentez
la durée de cotisation, c'est les lois FILLON. Comme moi, je garde les lois
FILLON, je n'ai pas besoin d'une recette supplémentaire. Vous, vous avez
besoin d'une recette supplémentaire parce que vous démantelez les lois
FILLON...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, je ne...

NICOLAS SARKOZY

Voilà le problème...

SÉGOLÈNE ROYAL

Alors, je ne... Je ne peux pas vous laisser dire des choses qui sont
inexactes. Je ne démantèle pas les lois FILLON...

NICOLAS SARKOZY

Vous les remettez à plat.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je les remets à plat et je mets fin aux injustices...

NICOLAS SARKOZY

Quelle est la différence ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Et je mets fin aux injustices les plus criantes, celles que j'ai évoquées
tout à l'heure, la prise en compte de la pénibilité, je mets une possibilité de
retraite à la carte et je répare les injustices faites aux femmes. Ensuite, je
regarde quels sont les besoins de financement et, moi aussi, je garantis le
financement des régimes de retraite éventuellement par une ressource
nouvelle. Mais avant de savoir s'il faut une ressource nouvelle, je regarde aussi
ce que me donnent les recettes tirées de la relance de la croissance. Voilà
comment je tiens la cohérence du dispositif.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors, puisque, visiblement, on n'arrivera pas à vous mettre d'accord sur les retraites et qu'on a parlé recettes, donc de fiscalité, donnez-nous, Nicolas SARKOZY...

ARLETTE CHABOT

Avec une question qui vous a été posée tout à l'heure par Ségolène ROYAL sur...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Votre avis sur la fiscalité...

ARLETTE CHABOT

Sur les baisses d'impôts et sur la faisabilité de ce que vous proposez.

NICOLAS SARKOZY

La question des baisses d'impôts, moi, je n'en fais pas du tout, madame ROYAL, un problème idéologique. J'essaie de regarder les choses avec pragmatisme et avec bon sens. Nous sommes le pays d'Europe qui avons les impôts les plus élevés. Qu'est-ce que l'Europe ? La liberté de circulation des hommes, des femmes et des capitaux. On ne peut pas faire l'Europe et avoir les impôts les plus élevés. Qu'est-ce que j'ai dit ? Nous avons 68 milliards d'impôts de plus que ce que paye la moyenne des quinze pays les plus riches de l'Union européenne. Donc, il faut revenir à la moyenne. Le problème de la France, c'est qu'on paye trop d'impôts, que les charges sont trop lourdes. Qu'est-ce que ça aboutit ? Quel est le résultat de tout ça ? Ce n'est pas un problème de libéralisme, ce n'est pas un problème d'idéologie. C'est comme nous sommes dans un monde ouvert, si le travail est trop taxé, Madame, le travail s'en va. Si le capital, Madame, est trop taxé, le capital s'en va. S'il n'y a plus de capital, il n'y a plus de travail, il n'y a pas de croissance. Donc, tout le problème de la France, c'est de comprendre, Madame, que nous sommes dans un environnement concurrentiel et qu'on ne peut pas imposer à nos entreprises des impôts plus lourds que ceux que payent les entreprises concurrentes dans les pays voisins. On ne peut pas imposer au contribuable français des impôts et des prélèvements plus lourds que ce qu'on paye dans les autres pays. Il faut donc face à cela, d'une manière ou d'une autre, réduire le train de vie de l'Etat, réduire les dépenses publiques, être plus productif, faire mieux avec moins pour alléger le poids de la fiscalité tel qu'il pèse aujourd'hui sur le travail. C'est notamment la raison pour laquelle, je propose qu'on taxe les importations pour qu'elles financent la protection sociale des Français. La question de la fiscalité, ce n'est même plus une question de gauche/droite, ce n'est pas une question de socialisme ou de libéralisme, c'est une question d'efficacité dans le monde ouvert qu'est le nôtre. C'est pour ça que j'ai proposé de ne pas remplacer un départ sur deux à la retraite des fonctionnaires, que j'ai proposé de supprimer tous les organismes qui ne servent à rien, on a multiplié un certain nombre d'agences, aujourd'hui, il faut les supprimer, et que j'ai proposé, si je suis élu président de la République, la mise en place systématique d'une politique d'évaluation de toutes les politiques publiques. Vous avez parlé de la formation professionnelle, vous avez parfaitement raison, il y a des gains de productivité phénoménaux dans ce domaine.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Sur la fiscalité, et puis, après, on passera à un autre grand chapitre des problèmes de société.

SÉGOLÈNE ROYAL

Quel dommage que vous n'avez pas fait tout ça pendant cinq ans ! Parce que c'est vrai, sur l'évaluation des politiques publiques, c'est le Parlement qui, normalement, a les moyens de faire cela et vous savez la difficulté avec laquelle il a accès aux différents comptes. Réduire le train de vie de l'Etat, oui, il faudra...

NICOLAS SARKOZY

Vous savez ce que j'ai proposé ? C'est que le président de la Commission des Finances à l'Assemblée soit un membre de l'opposition. Je trouve que c'est une ouverture pour une République irréprochable.

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous savez très bien aussi que c'est une idée qui est dans le Pacte présidentiel, c'est très bien, vous me rejoignez, c'est parfait...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Vous êtes d'accord sur un point...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais que ne l'avez-vous fait pendant cinq ans ?

NICOLAS SARKOZY

Ecoutez, voilà...

SÉGOLÈNE ROYAL

Parce que pendant cinq ans, vous avez eu tous les pouvoirs...

NICOLAS SARKOZY

Ce n'est pas désagréable, pour une fois, on se rejoint, c'est...

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, c'est bien...

NICOLAS SARKOZY

Alléluia !

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors, sur la fiscalité...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais il y a un problème de crédibilité, voyez-vous, parce que quand on a pu, pendant cinq ans, éventuellement...

NICOLAS SARKOZY

C'est à moi que vous dites ça ?

SÉGOLÈNE ROYAL

... Donner une certaine place...

NICOLAS SARKOZY

C'est à moi que vous dites ça, madame ROYAL ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Donner une certaine place à l'opposition...

NICOLAS SARKOZY

C'était pour être désagréable...

SÉGOLÈNE ROYAL

... A l'Assemblée nationale, pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? Vous

n'êtes pas crédible dans la construction de l'Etat impartial.

NICOLAS SARKOZY

Le problème de crédibilité, vous me le dites comme ça ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous êtes même passés en force avec le 49-3, donc on en revient peut-être...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Allez, on parle des impôts, s'il vous plaît...

SÉGOLÈNE ROYAL

On en reviendra peut-être tout à l'heure à la réforme des institutions. Parce que je crois en effet que... Moi, je souhaite...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Oui, mais si vous ne répondez pas aux questions, sérieusement, alors là... On parle des impôts et puis après...

ARLETTE CHABOT

On finit sur la fiscalité et on reviendra...

SÉGOLÈNE ROYAL

Sur la fiscalité, ma priorité sera la baisse de la fiscalité sur l'écologie. Je veux une réforme fiscale très importante sur tout ce qui a, de près ou de loin, une relation avec la construction des emplois dans le domaine de l'environnement et de l'écologie. Je veux négocier avec les autres pays européens une TVA tendant vers zéro pour développer les énergies renouvelables, les éco-matériaux, pour lancer un plan massif d'isolation des logements déjà construits. Puisque dans ces domaines, notamment dans les métiers du bâtiment, dans l'agriculture, également dans toutes les technologies liées à l'eau, au sol, au paysage, nous pouvons – et dans les énergies renouvelables tel que je viens de le dire – nous pouvons, si nous avons une fiscalité très encourageante, développer, je pense, plusieurs centaines de milliers d'emplois. Voilà quelle sera ma priorité dans le domaine de la réforme fiscale. Je l'ai dit tout à l'heure aussi, pour les PME qui réinvestiront leurs bénéfices dans l'entreprise, l'impôt sur les sociétés sera divisé par deux. Parce que je crois que c'est là que se trouve le ressort de la croissance économique. Enfin, je veux un impôt juste, quand je vois que le bouclier fiscal que vous venez d'instaurer vient d'autoriser une ristourne de 7 millions d'euros à une personne, d'ailleurs qui a dû être même très surprise de recevoir ces 7 millions d'euros au nom du bouclier fiscal, je dis, en effet, qu'il faut faire attention aux injustices fiscales et à la façon dont vous voulez, en effet, exonérer un certain nombre de patrimoines élevés. Je crois que la fiscalité, c'est d'abord un outil au service du développement économique. Et puis, c'est quelque chose qui doit être juste et qui doit être bien compris par les Français, qui doit être transparent et dont les règles doivent être claires. Enfin, sur la question du logement – puisque cette question a été évoquée tout à l'heure – il y a aujourd'hui en France plus de 3,5 millions de Français qui sont mal logés. Ils sont mal logés parce que le plan de construction des logements sociaux est insuffisant, notamment dans certaines communes qui ne respectent pas la loi. Je dis que demain, l'Etat prendra ses responsabilités et construira les logements sociaux dans les communes, telle que la vôtre, qui ne respectent pas la loi. Parce que je crois aussi que quand on est candidat à la présidence de la République, on doit

montrer l'exemple et appliquer la loi dans l'exercice de ses fonctions exécutives, notamment sur le territoire dont on a la charge. Je ferai aussi en sorte que dans les logements sociaux, les locataires, qui payent leurs loyers et leurs charges régulièrement pendant quinze ans, puissent devenir propriétaires de leur logement. Enfin, je créerai le service public de la caution parce qu'on voit beaucoup de petits salariés ou de jeunes en particulier ou ceux qui subissent des discriminations qui n'arrivent pas à accéder au logement locatif parce qu'il faut sortir de sa poche trois mois de loyer. Alors, nous créerons un service public de la caution, c'est-à-dire une garantie donnée aux assurances qui pourront faire l'avance aux propriétaires de ces trois mois pour que, en effet, il y ait sur le marché de la location beaucoup plus de fluidité. Voilà, je crois, le dispositif pour le logement qui est, en effet, un des problèmes les plus aigus...

SÉGOLÈNE ROYAL

... 1h24 d'émission, vous avez encore 3 minutes de retard et qu'il faut traiter beaucoup de sujets...

NICOLAS SARKOZY

Oui, juste un mot sur une expression que les Français ont peut-être mal comprise, c'est le bouclier fiscal. Si je suis président de la République, je fixerai un bouclier fiscal à 50 %. Mon idée, c'est que nul en France ne doit se voir prélever plus de la moitié de ce qu'il a gagné dans l'année. Au fond, on travaillerait du 1^{er} janvier au 30 juin pour l'Etat et à partir du 1^{er} juillet jusqu'au 31 décembre pour sa famille. Cela me semble raisonnable. Le but de la France, ce n'est pas de faire partir tous ceux qui veulent créer et innover, on a besoin de gens qui créent des richesses et pas simplement de les faire partir pour enrichir les autres pays. Alors, un mot sur la fiscalité de l'environnement...

SÉGOLÈNE ROYAL

Cela dépend du patrimoine. Est-ce que vous ne trouvez pas quand même qu'il faut tenir compte du patrimoine possédé ?

NICOLAS SARKOZY

Mais bien sûr, mais je vais y venir...

SÉGOLÈNE ROYAL

Est-ce que vous trouvez normal que cette dame ait reçu un chèque...

NICOLAS SARKOZY

Je ne connais pas, je ne connais pas...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais si, mais si, ça a été publié aujourd'hui dans un journal économique...

NICOLAS SARKOZY

Je ne connais pas cette dame, Madame...

SÉGOLÈNE ROYAL

Cette dame, une riche héritière, qui vient de toucher un chèque... Attendez... Le bouclier fiscal à 60 % est applicable depuis le 1^{er} janvier, cela...

NICOLAS SARKOZY

Madame...

SÉGOLÈNE ROYAL

Attendez...

NICOLAS SARKOZY

Ne faisons pas de remarque ad hominem, c'est désagréable...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ah bon !

NICOLAS SARKOZY

Je vais regarder ce cas, bien volontiers. Mais enfin, pour l'instant...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais ce n'est pas un cas, c'est la conséquence de ce que vous avez fait voter !

NICOLAS SARKOZY

Madame, non. Parce que moi, je propose, c'est pire, je propose à 50 %...

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, c'est pire, vous avez raison, tout est possible, même le pire !

NICOLAS SARKOZY

Voilà, comme ça, vous êtes contente, voilà !

SÉGOLÈNE ROYAL

Aujourd'hui, à 60 %, le bouclier...

NICOLAS SARKOZY

Parce que moi, je considère – et je vous le dis bien en face, Madame – je considère qu'un pays libre, c'est un pays où chacun peut disposer librement de la moitié de ce qu'il a gagné. C'est une conception...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais tout dépend...

NICOLAS SARKOZY

Madame. C'est une conception...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais c'est très injuste en fonction du patrimoine !

NICOLAS SARKOZY

Non, non, non...

SÉGOLÈNE ROYAL

Si ce sont des petits revenus...

NICOLAS SARKOZY

Est-ce que je peux terminer... ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais c'est très injuste.

NICOLAS SARKOZY

Ca, c'est une première chose, ce n'est pas du tout injuste...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ecoutez, cette dame qui a 400 millions d'euros de patrimoine et qui reçoit, grâce à vous, un chèque de 7 millions d'euros...

NICOLAS SARKOZY

Mais, enfin grâce à vous ! Ce n'est pas une de mes relations...

SÉGOLÈNE ROYAL

Grâce...

NICOLAS SARKOZY

... Si ça se trouve, elle vous connaît peut-être mieux que moi...

SÉGOLÈNE ROYAL

Grâce au bouclier fiscal...

NICOLAS SARKOZY

Je sais que François HOLLANDE a dit qu'il n'aimait pas les riches, ce qui était d'ailleurs une expression curieuse, surtout quand on fixait le riche à 4 000 euros.

SÉGOLÈNE ROYAL

Et vous, vous trouvez normal...

NICOLAS SARKOZY

Cela veut dire qu'il n'aime pas toute personne qui gagne plus de 4 000 euros. Il ne doit pas s'aimer lui-même. Parce que, en plus, ce n'est pas beaucoup. Alors, deuxième élément très important, la fiscalité écologique...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ne retirez pas les phrases de leur contexte.

NICOLAS SARKOZY

La fiscalité écologique, ça, c'est très important...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Cela nous permet de parler de l'environnement et du Pacte de Nicolas HULOT que vous avez signé tous les deux.

NICOLAS SARKOZY

C'est un point où on peut se retrouver d'ailleurs, madame ROYAL et moi. Je demanderai à nos partenaires européens que sur tous les produits propres, on ait une fiscalité à taux réduit. C'est très important. Ce n'est quand même pas normal que quand on veut acheter une voiture qui ne pollue pas, ça coûte plus cher qu'une voiture qui pollue. En mettant la TVA à 5,5 sur les produits propres, on diminue le prix des produits propres et on incite les Français à en acheter. Pareil pour le bâtiment, je proposerai la TVA à taux réduit 5 % pour tous les bâtiments qu'on appelle HQE, Haute qualité environnementale. Deuxième élément, je trouve scandaleux qu'on importe en France des produits qui viennent de pays qui ne respectent pas le Protocole de Kyoto, c'est-à-dire, vous le savez, cette fameuse histoire des effets de serre, des gaz à effet de serre. Il faut créer la taxe carbone pour rééquilibrer la concurrence avec nos propres industriels. Parce que nous, on fabrique des produits qui respectent le Protocole de Kyoto et on fait venir des produits qui ne le respectent pas, c'est la taxe carbone. Troisième chose, je souhaite qu'on crée une taxe sur les poids lourds étrangers, la Suisse vient de décider de ne pas accepter sur son territoire les poids lourds, l'Allemagne vient de faire pareil, il n'y a aucune raison qu'on récupère la totalité du trafic autoroutier poids lourds d'Europe. Alors, s'agissant d'ailleurs de l'environnement, je veux dire, en prenant mes responsabilités, que si je suis président de la République, je confirmerai le choix du nucléaire. Savez-vous, Madame, que la France produit 21 % de gaz à effet de serre de moins par tête d'habitant que la moyenne des pays d'Europe ? Il y a une raison à cela, c'est que nous avons le nucléaire, que

le nucléaire, c'est une énergie propre. Bien sûr qu'il faut développer les énergies renouvelables, l'éolien – encore que, on ne peut pas couvrir la France d'éoliennes, lorsque vous les voyez, vous voyez bien que ça pose aussi des questions sur le paysage – le solaire, les biocarburants, dont j'ai proposé la défiscalisation à 100 % parce que je crois à l'agriculture française, je veux que les agriculteurs français, les paysans français puissent vivre de leur travail avec des prix qui leur soient garantis dans une Europe qui fait la préférence communautaire. Alors, s'agissant des logements sociaux, je voudrais dire un mot. Bien sûr, c'est important, les logements sociaux. Mais pour moi, c'est plus important de permettre aux Français de devenir propriétaires de leur logement. Le but d'un jeune qui commence dans la vie, ce n'est pas simplement d'avoir un HLM, c'est d'être propriétaire de son logement. Il faut avoir de l'ambition, madame ROYAL ! L'ambition, c'est de faire de la France une France de propriétaires. Parce que qu'est-ce qui se passe dans les logements sociaux aujourd'hui ? Comme on n'arrive pas à être propriétaire, parce que c'est trop cher, on reste dans son HLM et le taux de rotation n'est pas suffisant et ceux qui doivent avoir un HLM n'arrivent pas à l'avoir puisqu'il n'y a pas ce taux de rotation. Mon engagement, c'est un engagement en faveur de la propriété. Enfin, dernier mot, qui est un point de désaccord certainement entre nous, moi, je considère que quand on a travaillé toute sa vie, il n'y a rien de plus beau, de plus utile que de laisser à ses enfants le fruit d'une vie de travail. Je propose que pour toutes les successions, petites ou moyennes, on supprime les droits de succession et les droits de donation parce que je crois à la famille, je crois beaucoup à la famille et parce que je crois au travail. Je ne vois pas au nom de quoi, quand on a travaillé toute sa vie, payé ses impôts, on doit en plus payer. J'ajoute un dernier mot qui est un véritable scandale, lorsqu'un mari indélicat fait une fraude fiscale, la femme est responsable solidairement de la dette fiscale du mari. Lorsque, dans le même couple, le mari décède, la femme doit payer des droits de succession sur les biens communs du couple. Deux poids, deux mesures, je rétablirai cette injustice.

ARLETTE CHABOT

Ségolène ROYAL, est-ce qu'on peut terminer à la fois un peu sur l'environnement, si vous voulez revenir sur le logement, mais aussi sur l'environnement, l'engagement nucléaire, l'engagement à l'égard du Pacte de Nicolas HULOT ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Je pense que le défi planétaire est l'un des défis les plus importants que nous avons à relever aujourd'hui. Je crois que le réchauffement planétaire conduira même aux conflits de demain à l'échelle de la planète, c'est-à-dire à la recherche de l'eau potable, on voit aujourd'hui des déplacements de populations dans les pays les plus pauvres et dans les pays les plus chauds, des populations qui sont à la recherche de la survie. Donc, il va y avoir une montée des tensions si l'on ne résout pas sérieusement cette question du réchauffement planétaire. Dans ce domaine, il y a eu beaucoup de discours et très peu d'actes. Aujourd'hui, la France est très mal notée sur l'ensemble des pays européens par rapport au peu d'efforts qui ont été faits. J'entends faire de la France le pays de l'excellence écologique. D'ailleurs, nos projets ont été notés par le collectif d'associations indépendantes, le projet que je présente a reçu une note de 16/20, le vôtre de 8/20. Je pense, en effet, qu'il faut que la France se remette à niveau. Je l'ai exprimé déjà tout à l'heure, je crois que c'est

à la fois les gestes individuels de chacun, notamment sur les économies d'énergie, sur les économies d'eau, sur une modification profonde des structures d'aide à l'agriculture pour que l'agriculture durable soit davantage, si ce n'est au moins autant aidée que l'agriculture intensive, que celle qui irrigue. Je crois qu'il y a des filières de développement industriel à développer, le véhicule propre à mettre en mouvement, je souhaite que les industries automobiles françaises, au lieu de licencier comme elles le font aujourd'hui, mettent leurs laboratoires de recherche en commun pour mettre au point le véhicule propre qui, demain, en effet, se verra ouvrir un marché mondial. Je regrette qu'il y ait...

NICOLAS SARKOZY

Sur le nucléaire, vous êtes du côté de monsieur CHEVENEMENT ou du côté des Verts ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais savez-vous...

NICOLAS SARKOZY

Est-ce que vous confirmez le choix du nucléaire ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Savez-vous quelle est la part du nucléaire dans la consommation d'électricité en France ?

NICOLAS SARKOZY

Oui, mais est-ce que vous le confirmez, le choix ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Quelle est cette part ?

NICOLAS SARKOZY

Nous avons, Madame, grâce au nucléaire, une indépendance sur l'électricité de la France à hauteur de la moitié.

SÉGOLÈNE ROYAL

Donc, vous ignorez... Vous défendez le nucléaire, mais vous ignorez la part du nucléaire...

NICOLAS SARKOZY

Non, Madame. Non, non...

SÉGOLÈNE ROYAL

Alors, de combien est-il ?

NICOLAS SARKOZY

... Nous avons la moitié de notre électricité qui est d'origine nucléaire.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non. 17 % seulement...

NICOLAS SARKOZY

Non. Ce n'est pas exact.

SÉGOLÈNE ROYAL

17 % seulement...

NICOLAS SARKOZY

Ce n'est pas exact, Madame.

SÉGOLÈNE ROYAL

... De l'électricité est d'origine nucléaire...

NICOLAS SARKOZY

Non, Madame ! Ce n'est pas exact...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ecoutez, de toute façon, tout ça se verra... Mais si, c'est ça. Donc, ce que je veux...

NICOLAS SARKOZY

Non, non, Madame...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ce que je veux...

NICOLAS SARKOZY

Attendez, c'est un choix majeur : Est-ce qu'on continue le choix du nucléaire ou est-ce qu'on arrête ?

SÉGOLÈNE ROYAL

On augmente la part des énergies renouvelables. On augmente la part...

NICOLAS SARKOZY

Est-ce qu'on continue le choix du nucléaire ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Du jour au lendemain, on ne va pas fermer les centrales nucléaires. En revanche...

NICOLAS SARKOZY

Donc, vous confirmez l'EPR ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Non. Je suspens l'EPR dès que je suis élue. Pourquoi ?

NICOLAS SARKOZY

C'est-à-dire, vous suspendez les nouvelles centrales, c'est-à-dire que vous prolongez les vieilles ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais l'EPR n'est pas une nouvelle... n'est pas une centrale...

NICOLAS SARKOZY

Si. Bien sûr.

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais vous mélangez tout ! L'EPR est un prototype...

NICOLAS SARKOZY

Non, Madame...

SÉGOLÈNE ROYAL

L'EPR est le prototype de quelle génération ?

NICOLAS SARKOZY

Ce n'est pas un prototype, c'est la quatrième génération, nous venons de le vendre...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non. C'est la troisième génération...

NICOLAS SARKOZY

Nous venons de le vendre à la Finlande, Madame... Il faut que les Français comprennent...

SÉGOLÈNE ROYAL

Quoi ?

NICOLAS SARKOZY

Il faut que les Français comprennent. Les centrales nucléaires classiques ont une durée de vie. Cette durée de vie, alors, les experts discutent, est-ce que c'est trente ans, est-ce que c'est cinquante ans, pour le chapeau de couverture. Nous avons été obligés de déclencher les centrales de la quatrième génération, c'est le processus EPR qui a été acheté par...

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est la troisième génération...

NICOLAS SARKOZY

... La Finlande...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, la Finlande a son prototype...

NICOLAS SARKOZY

... Et que nous construisons en France. Entre le moment où j'ai signé EPR et le moment où la première centrale s'ouvrira, il faut sept ans. Sept ans. Si vous revenez sur le choix d'EPR, Madame, ça veut dire que vous serez obligée, pour respecter votre parole de garder le même pourcentage du nucléaire, de faire fonctionner les vieilles centrales plus longtemps. Cela veut dire que vous prendriez la responsabilité de faire fonctionner des vieilles centrales plus longtemps par refus du choix du progrès qui sont les centrales de la dernière génération. Ce n'est pas très raisonnable.

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous avez une approche quand même très approximative...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Sur... Si cela ne vous gêne pas, on va peut-être...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous permettez...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Oui, bien sûr...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous avez une approche très approximative sur un sujet quand même extrêmement technique, mais en même temps extrêmement grave parce qu'il s'agit de l'énergie nucléaire. Donc, vous venez de dire une série d'erreurs, cela peut arriver, mais il faudra que vous révisiez un peu votre sujet. Car, il ne s'agit pas de la quatrième, mais de la troisième génération, que la Finlande a déjà un prototype et que justement la question est de savoir s'il n'est pas plus intelligent de coopérer entre différents pays et de passer tout de suite à un investissement sur la quatrième génération, premier point. C'est pour cela que je rouvrirai le débat public sur l'énergie au Parlement, mais aussi avec les citoyens pour que les Français...

NICOLAS SARKOZY

Mais nous l'avons eu, ce débat, au Parlement !

SÉGOLÈNE ROYAL

Non... Attendez...

NICOLAS SARKOZY

J'ai même fait...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ne m'interrompez pas, je vous ai écouté...

NICOLAS SARKOZY

J'ai conduit ce débat au Parlement au moment où j'ai signé EPR. La position des Finlandais consistait d'ailleurs à nous dire, Madame – permettez-moi de vous le dire, je connais le dossier ! – c'est bien beau que vous nous vendiez ce prototype, mais vous, les Français, est-ce que vous avez le prendre ? J'aimerais que vous m'expliquiez, Madame, comment AREVA pourra construire EPR en Finlande avec vous, présidente de la République, qui expliquerait aux Finlandais que la filière EPR, c'est bien pour eux, mais que, en France, on va continuer à réfléchir ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais c'est très simple...

NICOLAS SARKOZY

Je ne connais peut-être pas le dossier, Madame, mais je suis assez cohérent.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non. C'est tout à fait incohérent. Pourquoi c'est tout à fait incohérent ? Pourquoi construire deux prototypes ? Pourquoi construire deux prototypes ? Il y a celui en Finlande, il serait peut-être sans doute beaucoup plus intelligent d'investir déjà dans la quatrième génération. Pourquoi ? Parce qu'on sait très bien que l'uranium, dans quelques années, va disparaître, il y aura une pénurie d'uranium, donc il y aura une pénurie du combustible uranium...

NICOLAS SARKOZY

Non, non, non. Les spécialistes pour l'uranium disent que les ressources connues, c'est entre soixante et soixante-dix ans, et les ressources prévisibles, c'est jusqu'à deux siècles et demi, compte tenu des progrès de la recherche...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais tout dépend du nombre de centrales qui sont construites dans le monde !

NICOLAS SARKOZY

Mais Madame, écartelée dans votre majorité entre les Verts qui ne veulent pas de nucléaire et les communistes qui veulent le nucléaire, qu'est-ce que vous choisirez si vous êtes présidente de la République ?

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est très simple. Je choisis de maintenir le nucléaire, mais d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la production, dans le bouquet énergétique. Deuxièmement, je regarde avec beaucoup plus d'attention que cela n'a été fait où nous devons investir les fonds publics pour préparer l'énergie de demain. Car, ce qui est prometteur aujourd'hui, au moment où la question des déchets nucléaires n'a pas été résolue, c'est sans doute d'investir

dans le recyclage des déchets nucléaires qui pourraient peut-être devenir justement, demain, le nouveau combustible avec les restes d'uranium, le nouveau combustible qui permettra justement de passer ce cap de la pénurie d'uranium. Voilà ce que je propose et je pense, en effet, que les technologies doivent avancer, mais qu'on ne peut pas aller vers le tout nucléaire, au contraire, il faut diversifier le bouquet énergétique. C'est ce que je propose et c'est sans doute la raison pour laquelle mon projet relatif à l'écologie et à l'environnement a été si largement plébiscité par des associations indépendantes parce qu'il est équilibré, parce qu'il est équilibré.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

On va clore ce chapitre provisoirement, si ça ne vous gêne pas, parce que sinon on n'avancera pas sur les autres...

NICOLAS SARKOZY

Quand l'association note bien madame ROYAL, elle est indépendante, si c'est moi, elle est dépendante. Moi, je ne suis pas pour le tout nucléaire. Mais je dis qu'il n'est pas raisonnable de dire : On va poursuivre le nucléaire, mais on arrête le progrès dans le nucléaire. Ce n'est pas possible ! Bien sûr qu'il faut développer les énergies de substitution, je pense notamment aux départements et territoires d'Outremer, où le solaire, l'éolien, la biomasse peuvent faire quelque chose d'extraordinaire. Je crois que c'est d'ailleurs une opportunité pour les départements et territoires d'Outremer considérable. Je pense qu'à La Réunion, par exemple, on peut leur donner l'indépendance énergétique en investissant massivement dans la biomasse. Mais refuser le développement des nouvelles filières nucléaires, je pense que c'est une erreur.

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais ce n'est pas ce que j'ai dit.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors comme on a la chance d'être à peu près à trois quarts d'heure de temps de parole l'un et l'autre, on va passer à un autre chapitre, très important évidemment : l'Education, la famille. On commence par vous, si vous le voulez, Nicolas SARKOZY. Qu'est-ce qu'on peut faire pour que chaque enfant ait un accès égal, la chance égale à l'école, dans sa famille, un accès égal à la culture ?

ARLETTE CHABOT

Et à quoi doit servir aussi l'école, aujourd'hui.

NICOLAS SARKOZY

D'abord, je crois qu'il faut que nous soyons assez raisonnables pour dire que le problème de l'école ce n'est pas qu'un problème de moyens, d'argent, de structures. C'est aussi un problème d'éducation scolaire et que nous débattions de ce que nous voulons faire de l'école. Quelle est l'école que nous voulons. Moi je veux une école du respect, de l'autorité, de l'exigence, du mérite, où les enfants des familles modestes accèdent aux grands auteurs et où, comme Jules FERRY, on a de l'ambition pour les enfants. Bon. Une école qui transmet un savoir. Une école qui n'a pas peur d'enseigner le civisme. Une école qui transmet une morale commune. Une école où les maîtres sont respectés. Où lorsque le maître entre dans la classe, les élèves se lèvent en signe de respect. Une école où chacun sera reçu avec le soin d'un parcours adapté à ses problèmes. Je crois aux limites du collège unique. Une école où on va répondre au malaise formidable des enseignants, qui ne sont pas assez payés, qui ne

sont pas assez récompensés. Une école où on pourra laisser ses enfants à l'étude du soir, sur la base du volontariat, pour qu'ils rentrent à la maison les devoirs faits. Je propose une révolution pour toutes les femmes de France, c'est que tous les enfants, si je suis élu président de la République pourront au collège et au lycée, tous les jeunes, rester en études surveillées après la fin des cours pour rentrer à la maison avec les devoirs faits. Il y a beaucoup de femmes qui travaillent, beaucoup de femmes qui ne peuvent pas être là quand les enfants rentrent de l'école ; beaucoup de femmes qui seraient très heureuses que les enfants aient fait leurs devoirs et leur travail à l'école. J'ajoute que ça permettrait de résoudre le problème du pouvoir d'achat des enseignants car ça leur permettrait de faire ces études encadrées, là aussi sur la base du volontariat, pour être davantage rémunérés. Je souhaite également qu'on puisse avoir le choix de l'école de son enfant, que nous ne soyons pas le seul pays où on n'a pas le droit de choisir l'école de son enfant. Je souhaite qu'on donne davantage d'autonomie aux établissements, en fonction des conditions sociales, des conditions géographiques, des conditions culturelles, qu'on puisse adapter un petit peu le programme qui est enseigné aux enfants. Qu'on mette de la liberté pédagogique. Je souhaite qu'on fasse confiance aux enseignants. Maintenant, un enseignant est noté sur sa capacité à appliquer la dernière circulaire du dernier ministre. Je souhaite qu'il soit jugé sur sa capacité à apprendre à lire, écrire et compter à ces enfants. Enfin, dernier point, je souhaite pour l'Education nationale, une nouvelle pratique de l'évaluation. Quand on inscrit son enfant dans une école, on doit savoir quels sont les résultats de cette école. Qu'est-ce qui se passe, comment ça fonctionne, quels sont les résultats obtenus et quelles sont les chances pour notre enfant, de réussir.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Ségolène ROYAL.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je crois qu'il nous faut un nouveau pacte éducatif dans l'école de la République. Il faut que l'école garantisse et tienne sa promesse égalitaire. Aujourd'hui il y a beaucoup de souffrance. Il y a beaucoup de souffrance parce que les enseignants veulent une reconnaissance de la société et de la difficulté de leur métier, de la revalorisation de leur travail. Il y a de la souffrance, parce que la violence scolaire a augmenté. Je l'ai dit tout à l'heure. Elle a augmenté parce que beaucoup d'emplois ont été supprimés au cours de ces dernières années ; plus de cent mille emplois ont été supprimés en cinq ans dans le système scolaire...

NICOLAS SARKOZY

Faux, faux...

SÉGOLÈNE ROYAL

Et en particulier tous les emplois jeunes ; il y avait cinquante mille emplois jeunes dans l'école qui ont été supprimés...

NICOLAS SARKOZY

C'est faux

SÉGOLÈNE ROYAL

Et ces jeunes jouaient un rôle très important. Vous le savez ?

NICOLAS SARKOZY

Vous savez pourquoi vous dites ce chiffre, Madame, c'est parce que...

SÉGOLÈNE ROYAL

Attendez, je ne vous ai pas interrompu...

NICOLAS SARKOZY

Excusez-moi, non c'est juste une précision, c'est parce que les personnels TOS, ont été transférés du budget du ministère de l'Education nationale au budget des régions, avec les financements. C'est pour cela que Madame ROYAL dit qu'il y a eu tant d'emplois. Ils n'ont pas été supprimés ; au contraire, il y a des postes TOS qui ont été créés, mais au lieu d'émerger au budget de l'Etat, c'est maintenant dans le budget des régions. Donc, quand elle dit que ça a été supprimé, c'est faux, ça a été transféré de l'Etat aux régions avec les financements qui vont avec.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je ne vous parle pas de TOS, je vous parle d'enjeux éducatifs pour la Nation et l'enjeu éducatif pour la Nation, pour la présidente de la République que je serai, peut-être, je l'espère, sera mon enjeu principal. Je remettrai l'éducation au cœur de tout et en avant de tout. Parce que c'est là que la République tient la Maison France. Et d'abord, je veux que tous les enfants sortent de l'école avec un bagage. Aujourd'hui, ils sont 150.000 à sortir de l'école sans qualification et cela je veux y mettre fin, en aidant les enfants dès le plus jeune âge. C'est pourquoi je mettrai en place d'abord un service public de la petite enfance, avant l'âge de trois ans. Ensuite l'école sera rendue obligatoire à partir de l'âge de trois ans. Je remettrai les emplois jeunes dans le système scolaire, parce que je veux éradiquer la violence de l'école et aux abords des établissements scolaires. Je veux enfin que les élèves puissent avoir un soutien scolaire individualisé au moment où ils en ont le plus besoin. Que ce soit par les enseignants, s'ils sont volontaires ; que ce soit par les aides éducateurs qui seront-là, que ce soit par un nouveau métier de répétiteur que je créerai. Bref, je veux que la présence humaine et la présence d'adultes se renforce dans les écoles. Je veux ensuite qu'il y ait de l'égalité entre les différents établissements scolaires. Je ne veux pas, je ne veux plus que certains enfants soient programmés pour échouer et d'autres pour réussir. Alors je veux renforcer les moyens dans les zones d'éducation prioritaires mais aussi les moyens pour les élèves en difficultés qui ne sont pas dans les zones d'éducation prioritaires et c'est pourquoi la dynamique et le principe du soutien individuel, je crois la France aujourd'hui peut se payer cela, peut se payer le soutien individuel ; parce qu'il n'y a pas plus grande inégalité entre les enfants qui peuvent se faire aider par leurs parents, qui ont cette chance et ceux qui ne peuvent pas se faire aider au retour à la maison et qui reviennent le matin avec la peur au ventre parce qu'ils n'ont pas fait leurs devoirs et leurs leçons. Eh bien, tous ces enfants-là auront dès la rentrée prochaine, le soutien scolaire gratuit et individualisé. Et les étudiants qui auront des bourses seront invités justement à donner aussi ce soutien scolaire aux élèves, parce que je veux créer une société de la solidarité. Où ceux qui ont la chance de faire des études supérieures peuvent apporter à ceux qui n'ont pas cette chance. Enfin, je veux renforcer l'autonomie des établissements. J'ai été ministre de l'enseignement scolaire, j'ai vu qu'il y avait des réalisations exceptionnelles, qu'il y a des réussites extraordinaires, y compris dans les endroits les plus difficiles, parce qu'on a remis notamment de la culture. Il y a une pénurie de culture à l'école. Je veux que la culture revienne dans tous les établissements scolaires, de l'école

primaire jusqu'au baccalauréat. Car souvent, quand un élève échoue, échoue dans la lecture, dans l'écriture, eh bien il peut réussir grâce au théâtre, grâce à l'informatique, grâce justement à ces contournements du système scolaire trop rigide. Et toutes les expériences pédagogiques qui réussissent dans les établissements scolaires, parce qu'il y a des enseignants qui sont formidables, qui sont les nouveaux Hussards de la République dans ces quartiers difficiles, qui pourront demain choisir leurs équipes, qui pourront expérimenter leurs méthodes pédagogiques, qui seront libres pour cela et en contrepartie ils pourront évaluer leurs résultats. Et en contrepartie, ils auront des dotations horaires pour leur permettre le travail en équipe. Car ce que demandent les enseignants en difficulté, c'est de pouvoir faire le travail en équipe. Enfin, je veux rapprocher les familles et l'école, car je crois que c'est dans un partenariat étroit... et j'avais créé quand j'étais ministre de l'Enseignement scolaire, la semaine des parents à l'école. Et tous les établissements scolaires en zone difficile, qui ont réussi cette articulation entre la famille et l'école où l'enfant n'entend pas dans la famille critiquer l'école, et n'entend pas à l'école dévaloriser sa famille, à ce moment-là, il est restructuré dans une autorité. Moi, je suis pour une autorité juste. L'autorité parentale, l'autorité à l'école, mais aussi la volonté de faire réussir tous les élèves dans leurs diversités. Voilà le défi que je relèverai demain et en particulier dans les quartiers. Dans les quartiers difficiles, là où rien n'a été résolu. Là où les subventions n'ont pas été rendues aux associations. Là où des classes vont fermer encore à la prochaine rentrée, parce que 5.000 postes d'enseignants viennent d'être supprimés. Et moi, je les rendrai dès cet été, ces postes d'enseignants, c'est 5.000 postes. La rentrée scolaire, avec moi, se fera à moyens identiques à ceux de la fin de l'année scolaire et nous mettrons ces emplois d'enseignants là où il y en a le plus besoin. Mais la revendication éducative dans les quartiers populaire, elle est considérable. C'est là qu'est la chance des jeunes de demain. Et bien ma priorité sera de faire deux choses très concrètes. D'abord de diviser les gros collèges, je ne veux plus qu'un seul collège et plus de 600 élèves, parce que c'est comme ça qu'un chef d'établissement connaît individuellement ses élèves et fait reculer la violence dans les établissements scolaires. Et deuxièmement, je ne veux pas plus de 17 élèves par classe, parce que c'est comme ça aussi que l'on peut travailler individuellement avec les élèves. Voilà le défi scolaire que je relèverai et c'est pourquoi je ne veux pas diminuer le nombre d'enseignants mais, au contraire, créer un métier nouveau, un métier d'accompagnant, nouveau, qui fera à la fois le soutien scolaire, qui épaulera les enseignants qui le souhaitent et qui règlera le problème de la violence dans l'école et aux abords de l'école.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Quatre minutes pour répondre pour Nicolas SARKOZY et ensuite on passera à l'Europe.

NICOLAS SARKOZY

Il y a des points d'accord, d'abord le soutien individuel, c'est ce que j'appelais tout à l'heure les limites du collège unique, c'est vrai. Tous nos enfants sont différents, et des enfants qui ont des difficultés ça ne sert à rien de les faire redoubler dans les mêmes conditions, il faut du soutien individuel. Plus de culture à l'école, plus d'enseignement artistique, oui je suis tout à fait d'accord. Si vous me permettez, j'ajouterai plus de sport aussi. Il ne faut pas opposer l'un à l'autre, mais nos enfants ont besoin de davantage

d'enseignement artistique, et de davantage de sport. La place des familles elle est centrale, mais je souhaite des familles qui signent le règlement intérieur et qui le respectent. Par ailleurs, je veux le dire, je pense que les familles ce n'est pas simplement un lieu où on est le réceptacle de droits et d'allocations. Quand il y a des familles défailtantes, je souhaite que les allocations familiales puissent être mises sous tutelle.

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est déjà prévu.

NICOLAS SARKOZY

Oui mais moi je souhaite que ça soit fait. Parce que tout cela est payé avec l'argent de ceux qui travaillent, lorsqu'une famille a des difficultés il faut l'aider, il faut la prendre par main, mais lorsqu'une famille se sert des allocations familiales pour autre chose que pour éduquer les enfants par exemple, je veux lutter contre l'absentéisme scolaire qui est un drame ; en donnant des moyens aux mères pour lutter contre cette absentéisme scolaire qui est une question absolument essentielle. Il faut responsabiliser les familles. Encore une fois Madame ROYAL, dans la République il n'y a pas que des droits, il y a aussi des devoirs.

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est déjà prévu dans la loi, ça.

NICOLAS SARKOZY

Je regrette deux choses, on n'a pas parlé de la formation technique et de l'apprentissage qui est essentiel, et je souhaite notamment que les filières professionnelles puissent obtenir les mêmes diplômes que les filières générales. Comprenez-moi. Je souhaite qu'on puisse devenir ingénieur, soit par le biais de la filière générale, le Bac, etc... soit par le biais de la filière technique. Pour qu'on ne se dise pas qu'une famille qui met ses enfants dans la filière technique, soit condamnée même si l'enfant, les jeunes réussissent bien à ne pas avoir le diplôme supérieur qu'il aurait pu avoir dans l'enseignement général. Je veux également mettre le paquet sur l'apprentissage qui est un élément essentiel. Alors un point de divergence, le service public de la petite enfance. Bon. C'est un sujet considérable, il y a près de deux millions d'enfants qui doivent avoir une place en crèche, chacun comprend bien qu'on ne pourra pas créer deux millions de places en crèche, je crois qu'il y en a trois cent cinquante mille ou quelque chose comme ça. Moi, je ce que je souhaite, c'est que toutes les femmes aient une solution pour la garde de leurs enfants. C'est la raison pour laquelle je me suis engagée sur quelque chose de très ambitieux qui est le droit opposable à la garde d'enfants. Je dis aux Françaises, qu'à la fin de mon quinquennat chacun pourra faire valoir devant les tribunaux le droit de trouver une place pour garder son enfant. Mais pour moi ce n'est pas simplement la crèche publique, ça peut être la crèche associative, ça peut être la crèche d'entreprise, ça peut être l'emploi à la personne ; l'emploi à domicile. Je souhaite d'ailleurs qu'on puisse déduire de ses impôts, les salaires et les cotisations sociales qu'on paie sur un emploi à domicile. C'est quand même extraordinaire, lorsqu'une société embauche quelqu'un elle ne paie pas l'IS sur le salaire de la personne qu'elle emploie. Je ne vois pas pourquoi la famille devrait payer un impôt sur le salaire et les charges qu'elle déclare. Voilà les différences qu'il peut y avoir entre nous, sur cette question.

ARLETTE CHABOT

Il faut évidemment parler quand même de sujets internationaux, alors quelques...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je voudrais dire aux femmes qu'elles n'auront pas besoin d'aller devant les tribunaux, quelle drôle de société, mais qu'elles auront le service public de la petite enfance, sous toutes ses formes. Vous vous rendez compte... les femmes vont aller...

NICOLAS SARKOZY

Parce que vous allez créer deux millions trois cent mille places de crèches ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Les femmes vont aller devant le tribunal... mais soyez sérieux, les femmes vont aller devant le tribunal pour demander une place de crèche, soyez sérieux. C'est ça la société que vous nous proposer, allez devant les tribunaux pour demander une place en crèche ! Ce n'est pas ma conception de la société et les femmes ont autre chose à faire que d'aller devant le tribunal. Il faut faire les choses en politique. Il faut faire les choses, ce n'est pas le tribunal...

NICOLAS SARKOZY

Madame, si vous me le permettez, vous n'avez pas besoin d'être méprisante pour être brillante.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je ne suis pas méprisante, je connais vos techniques. Dès que vous êtes gêné, vous vous posez en victime.

NICOLAS SARKOZY

Permettez-nous...

ARLETTE CHABOT

On continue, un autre sujet...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je n'ai pas été méprisante, c'est une question de bon sens...

NICOLAS SARKOZY

Avec vous, ça serait une victime consentante...il n'y a pas de problème...

SÉGOLÈNE ROYAL

Eh bien tant mieux alors, au moins il y a du plaisir.

NICOLAS SARKOZY

Vous voyez, j'ai trop de respect pour vous, pour vous laisser aller dans le mépris. Les droits opposables c'est quelque chose de très importants. C'est ce qui permettra de passer de la République des droits virtuels à la République des droits réels. Il y en a assez de...

SÉGOLÈNE ROYAL

Eh bien moi je préfère l'action politique...

NICOLAS SARKOZY

Laissez-moi terminer...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, non, c'était moi qui avais la parole. Je préfère l'action politique

efficace qui fait les choses, plutôt que d'imaginer...

NICOLAS SARKOZY

Ce sont des mots, comme les Français en...

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est des mots...

NICOLAS SARKOZY

Moi je m'engage...

SÉGOLÈNE ROYAL

Et le droit opposable ce n'est pas un mot.

NICOLAS SARKOZY

Ah non pas du tout, parce que ça veut dire que...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous croyez que les gens vont aller devant les tribunaux qui sont déjà débordés. Qui ont déjà bien d'autres choses à faire. Ce n'est pas sérieux.

NICOLAS SARKOZY

Eh bien je vais prendre un autre exemple. Oui, très bien...

SÉGOLÈNE ROYAL

Ce n'est pas sérieux, faisons les places en crèche, faisons les structures d'accueil.

NICOLAS SARKOZY

Ce n'est pas gentil de dire des choses comme ça. Je vais prendre un exemple qui va peut-être vous toucher et vous allez mieux comprendre ma pensée. L'affaire des enfants handicapés dans les écoles ; pour moi je considère qu'il est scandaleux qu'un enfant ayant un handicap ne puisse pas être scolarisé dans une école entre guillemets « normale ». Bon, c'est important pour l'enfant ayant un handicap mais c'est encore plus important pour les autres enfants qui n'ont pas de handicap. Et qui au contact de cet enfant différent, apprendront que la différence est une richesse. Dans la démocratie du nord de l'Europe, 100% des enfants ayant un handicap sont scolarisés en milieu scolaire dits classiques. En France, c'est 40%. Je veux créer un droit opposable. Ça veut dire quoi ? Qu'une famille au bout de cinq ans, à qui on refuserait, une famille ayant un enfant handicapé, une place dans une école, pourrait aller devant le tribunal en disant : Ecoutez, la République m'a promis un droit. Un homme politique s'est engagé. Il n'a pas tenu sa promesse. Qu'est-ce qui se passe ? Eh bien moi je veux en finir avec ces discours creux. Pas le vôtre, je ne veux pas être désagréable. Ces promesses incantatoires, cette grande braderie au moment de l'élection, on rase gratis, on promet tout ; et quand on ne sait pas promettre, on promet une discussion. Je veux m'engager sur des résultats, sur du concret et je veux dire à toutes les familles ayant rencontré le drame du handicap, que si je suis élu président de la République, je ferai une place à chacun de leurs enfants dans nos écoles ; que je donnerai les moyens aux écoles pour les accueillir et que la preuve de ma bonne foi et la certitude de la réalisation de cette promesse, ça sera le droit opposable et la capacité d'aller devant un tribunal pour faire valoir ses droits. Vous voyez, Madame, ce n'est ni ridicule, ni accessoire. C'est peut-être même ce qui fait la différence entre la vieille politique et la politique moderne.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Tous droits réservés

TNS

Vous avez réussi tous les deux une prouesse...

SÉGOLÈNE ROYAL

J'ai quelque chose à dire parce que là je pense que l'on atteint le summum de l'immoralité politique. Je suis scandalisée de ce que je viens d'entendre parce que jouer avec le handicap comme vous venez de le faire, est probablement scandaleux. Pourquoi ? Lorsque j'étais ministre de l'enseignement scolaire c'est moi qui ai créé le plan « handiscol », qui ai demandé à toutes les écoles d'accueillir tous les enfants handicapés. Et pour cela, j'avais créé parmi les aides éducateurs que vous avez supprimés, sept mille postes d'aides éducateurs, d'auxiliaires d'intégration, j'avais doté toutes les associations de parents d'enfant handicapé, des emplois liés à l'accompagnement et aux auxiliaires d'intégration dans les établissements scolaires et c'est votre gouvernement qui a supprimé non seulement le plan « handiscol » qui a supprimé les aides éducateurs et qui fait qu'aujourd'hui moins d'un enfant sur deux qui étaient accueillis il y a cinq ans dans l'école de la République, ne le sont plus aujourd'hui. Et vous le savez parfaitement. Et je trouve que la façon dont vous venez de nous décrire, comme ça, la larme à l'œil, le droit des enfants handicapés d'intégrer l'école, alors que les associations de parents d'enfants handicapés ont fait des démarches désespérées auprès de votre gouvernement, pour réclamer la restitution des emplois, pour faire en sorte que leurs enfants soient à nouveau accueillis à l'école, y compris les enfants en situation de handicap mental à l'école maternelle, où avec moi tous les enfants handicapés mentaux étaient accueillis à l'école maternelle, dès lors que les parents le demandaient. Alors laisser de côté vos tribunaux, les démarches des parents qui en ont assez déjà de leurs souffrances et d'avoir vu leurs enfants ne pas pouvoir être inscrits lors des rentrées scolaires, pendant lesquelles vous étiez au gouvernement. Laissez cela de côté parce que la façon, là, dont vous venez faire de l'immoralité politique par rapport à une politique qui a été détruite, et à laquelle je tenais particulièrement, parce que je sais à quel point cela soulageait les parents de voir leurs enfants accueillis à l'école ; et c'est vous qui avez cassé cette politique-là. Et aujourd'hui vous venez promettre comme ça, en disant aux parents : vous allez aller devant les tribunaux ! Non, Monsieur SARKOZY, tout n'est pas possible dans la vie politique. Tout n'est pas possible. Ce discours, cet écart entre le discours et les actes. Surtout lorsqu'il s'agit d'enfants handicapés n'est pas acceptable. Et je suis très en colère et les parents et les familles qui vous

NICOLAS SARKOZY

Calmez-vous et ne me montrez pas du doigt...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, je ne me calmerai pas.

NICOLAS SARKOZY

Avec cet index pointé parce que franchement, je voudrais vous...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non je ne me calmerai pas... non je me calmerai pas...

NICOLAS SARKOZY

Pour être président de la République il faut être calme.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, pas quand il y a des injustices. Il y a des colères qui sont parfaitement saines parce qu'elles correspondent à la souffrance des gens. Il y a des colères que j'aurai, même quand je serai présidente de la République...

NICOLAS SARKOZY

Est-ce que vous me permettez... eh bien, ça sera gai. Ca sera gai.

SÉGOLÈNE ROYAL

Parce que je sais les efforts qu'ont fait les familles et qu'ont fait les écoles pour accueillir ces enfants qui aujourd'hui ne le sont plus.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

On va laisser répondre Nicolas SARKOZY...

SÉGOLÈNE ROYAL

Et sur ce point-là je ne laisserai pas l'immoralité du discours politique reprendre le dessus.

NICOLAS SARKOZY

Je ne sais pas pourquoi Madame ROYAL, d'habitude calme, a perdu ses nerfs.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non je ne perds pas mes nerfs, je suis en colère, ça n'est pas pareil. Pas de mépris Monsieur SARKOZY.

NICOLAS SARKOZY

Il n'y a aucun mépris.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je n'ai pas perdu mes nerfs, je suis en colère...

NICOLAS SARKOZY

Madame, je peux répondre ? Est-ce que je peux répondre ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous permettez... et il y a des colères très saines et très utiles.

NICOLAS SARKOZY

Je ne sais pas pourquoi Madame ROYAL s'énerve et pourquoi...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je ne m'énerve pas. Je suis en colère.

NICOLAS SARKOZY

Qu'est-ce que ça doit être quand vous êtes énervée, alors...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je ne suis jamais énervée, j'ai beaucoup de sang froid.

NICOLAS SARKOZY

Ah bon, très bien, eh bien écoutez, vous venez de le perdre alors, ça n'est pas de chance.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, justement pas, je suis en colère face aux injustices et face au mensonge.

NICOLAS SARKOZY

Madame ROYAL ose employer le mot immoral. C'est un mot fort.

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui.

NICOLAS SARKOZY

Madame ROYAL se permet d'employer ce mot, parce que j'ai dit que je souhaitais que tous les enfants ayant un handicap soit scolarisé en milieu scolaire, entre guillemets, normal. Madame ROYAL a qualifié mon propos de larme à l'œil, sous-entendant par là, que la sincérité n'était que de son côté et que mon côté, il ne devait y avoir que du mensonge. C'est même le terme qu'elle a employé. Ce n'est pas une façon de respecter son concurrent ou un autre candidat. Je ne me serais jamais permis...

SÉGOLÈNE ROYAL

Respectez les enfants handicapés.

NICOLAS SARKOZY

Je ne me serais jamais permis Madame de parler de vous comme cela. Et puis je vais vous dire autre chose...

SÉGOLÈNE ROYAL

Parce que moi je ne mens pas.

NICOLAS SARKOZY

Je vais vous dire autre chose, j'ai parlé...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je ne mens pas et je ne prétends pas faire ce que j'ai détruis avant.

NICOLAS SARKOZY

Madame, je ne pense pas que vous élevez la dignité du débat politique.

SÉGOLÈNE ROYAL

Si, c'est très digne la question du handicap.

NICOLAS SARKOZY

En m'accusant d'être menteur. J'ajoute que si je n'avais pas moi-même par conviction, parler de la question de la scolarisation des enfants handicapés, ça faisait une heure et demie que nous débattions, on n'en avait pas parlé. Donc j'ai le droit de parler du handicap ; ce n'est pas le monopole qui est le vôtre, j'ai le droit d'être sincère dans mon engagement et d'être bouleversé par la situation d'enfants qui aimeraient être scolarisés. Je ne mets pas en cause votre sincérité, Madame, ne mettez pas en cause ma moralité.

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est votre action que je mets en cause.

NICOLAS SARKOZY

Et avec ça Madame la dignité du débat politique sera préservée. Mais au moins, ça a une utilité Madame, c'est que vous vous mettez bien facilement en colère. Vous sortez de vos gonds avec beaucoup de facilité, Madame. Président de la République c'est quelqu'un qui a des responsabilités lourdes, très lourdes.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Il est tout juste 23 heures, est-ce qu'on peut passer à un autre sujet qui est le sujet de l'Europe, qui est un sujet important aussi. L'Europe qui est en panne aujourd'hui, deux ans après l'échec du référendum en France.

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous avez donné votre petite pichenette, je ne suis pas sortie de mes gonds...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

On peut passer aborder ce sujet...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous permettez, parce que moi aussi j'ai l'intention de me faire respecter. Je ne suis pas sortie de mes gonds, je crois que ce qui nous différencie, c'est une vision de la morale politique. Et je pense qu'il faut que les discours soient cohérents avec les actes et qui, quand il y a un tel écart, on ne peut pas avoir détruit l'accueil des enfants handicapés à l'école...

NICOLAS SARKOZY

C'est faux... Madame, il y a trois fois plus d'enfants hand....

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, ça n'est pas faux ...

NICOLAS SARKOZY

Handicapés scolarisés aujourd'hui qu'à votre époque Madame.

SÉGOLÈNE ROYAL

Ca n'est pas vrai, ça n'est pas vrai, vous venez de réfléchir à cet argument.

NICOLAS SARKOZY

Non Madame...

SÉGOLÈNE ROYAL

Toutes les associations ont protesté auprès de vous parce que vous avez supprimé les auxiliaires d'intégration...

NICOLAS SARKOZY

Mais enfin je n'ai jamais été ministre de l'Education nationale, Madame... excusez-moi...

SÉGOLÈNE ROYAL

Et donc, de votre gouvernement...

NICOLAS SARKOZY

Je n'ai jamais été Premier ministre non plus.

SÉGOLÈNE ROYAL

Donc voilà, ne soyez pas condescendant et vous savez de temps en temps...

NICOLAS SARKOZY

Je ne le suis pas du tout... je ne le suis pas du tout...

SÉGOLÈNE ROYAL

Des colères saines, comme ça, par rapport aux injustices ou par rapport à un discours politique qui ne correspond pas aux actes.

NICOLAS SARKOZY

Mais en quoi est-elle saine votre colère ? Traiter votre contradicteur d'immoral et de menteur, je ne vois pas ce que ça a de sain et d'utile.

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui... je ne vous ai pas traité d'immoral et de menteur, j'ai dit...

NICOLAS SARKOZY

Vous avez la vision sectaire de la gauche, toute personne qui ne pense pas exactement comme vous, est forcément un illégitime.

SÉGOLÈNE ROYAL

Pas du tout. Pas du tout...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Est-ce que vous nous permettez de parler de...

SÉGOLÈNE ROYAL

Au contraire...

ARLETTE CHABOT

Vous terminez Ségolène ROYAL, ensuite vous parlerez un peu d'Europe.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, je crois que c'est

NICOLAS SARKOZY

Mais oui, bien sûr...

ARLETTE CHABOT

Madame ROYAL est-ce qu'on peut terminer là-dessus et enchaîner ensuite sur la question européenne ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Bien sûr, parce que je crois que ce débat est très important, c'est toute une conception de la vie politique et de la responsabilité politique qui est là, si on est responsable de rien, si on a des comptes à rendre jamais, sur ses actes politiques, mais comment voulez-vous que les citoyens croient encore à l'efficacité de l'action politique....

NICOLAS SARKOZY

C'est une question de conception de la politique, il faut savoir garder son calme et ses nerfs.

SÉGOLÈNE ROYAL

Et ce dont je parle, je le connais, oui mais il faut...

NICOLAS SARKOZY

...et utilisez des mots qui ne sont pas des mots qui blessent ; parce que quand on...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais les mots ne blessent pas, ce sont les actions qui blessent.

NICOLAS SARKOZY

Parce que, quand on emploie des mots qui blessent on divise son peuple.

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous êtes blessé, Monsieur...

NICOLAS SARKOZY

Alors qu'il faut le rassembler...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous êtes blessé...

NICOLAS SARKOZY

Non pas moi et puis vous savez...

SÉGOLÈNE ROYAL

Alors tout va très bien.

NICOLAS SARKOZY

Mais non et je vais même vous dire une chose, je ne vous en veux pas, parce que ça peut arriver à tout le monde de s'énerver.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, je ne m'énerve pas, je me révolte.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

... alors comment allez-vous faire l'un et l'autre pour relancer la machine européenne...

SÉGOLÈNE ROYAL

Car j'ai gardé ma capacité de révolte intacte.

ARLETTE CHABOT

Madame ROYAL....

PATRICK POIVRE D'ARVOR

S'il vous plait ; pardonnez-nous de ne poser que des questions mais l'Europe c'est vraiment....

ARLETTE CHABOT

... l'Europe c'est important. Comment relancer la machine européenne... la France, vous, l'un ou l'autre élu, demain comment relancez-vous un peu la construction européenne qui est en panne, notamment après le choix français du non au référendum ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Je veux que la France revienne à la table de l'Europe. Il y a eu ce référendum et je crois pouvoir rassembler à la fois des responsables politiques qui ont voté « non » à la Constitution, d'autres qui ont voté « oui », à la Constitution et donc je respecte les Français dans leur vote. Beaucoup de Français d'ailleurs ont voté non parmi les catégories populaires. Parce qu'ils ont estimé que l'Europe était un espace qui ne les protégeait pas assez et en particulier contre les délocalisations, ou contre le chômage, ou contre les bas salaires. Alors je veux relancer l'Europe par la preuve et je veux à nouveau consulter les Français par référendum, le moment venu. Pour que ce référendum soit réussi, c'est-à-dire pour qu'un nouveau traité entre en application, il va falloir que l'Europe fasse ses preuves, et je m'en suis entretenue avec plusieurs dirigeants européens et c'est pourquoi je veux relancer l'Europe de l'investissement, de la recherche, de l'environnement et surtout faire la preuve que l'Europe peut réussir la bataille contre le chômage ; que l'Europe peut réussir à se protéger des délocalisations ; que l'Europe peut réussir à avancer vers un protocole social sur lequel Jacques DELORS a travaillé, parce que si l'on veut éviter les délocalisations au sein de l'Europe, alors il faut travailler à l'élévation des niveaux de vie vers le haut et pas des compétitions vers les pays à bas salaires. Sinon en effet, les Français n'auront pas confiance dans cette Europe et moi je crois que c'est possible. Je crois

qu'avec un protocole social qui dira que l'objectif de l'Europe c'est l'alignement vers le haut de la situation des salariés, de la protection sociale, des droits sociaux, des niveaux des salaires, avec bien sûr l'effort qu'il faudra faire pour les pays situés le plus à l'Est de l'Europe pour qu'ils réussissent leur développement économique, comme l'ont fait l'Espagne et le Portugal, il faut réussir la même chose avec les pays du reste de l'Europe pour que le niveau de vie européen tire les pays collectivement vers le haut. Alors je pense, oui, que nous pourrions à nouveau consulter les Français et faire en sorte que l'Europe revienne l'Europe forte, la France forte dans une Europe qui a besoin de la France et d'une France qui a besoin de l'Europe.

ARLETTE CHABOT

Monsieur SARKOZY, vous avez plus de trois minutes de retard.

NICOLAS SARKOZY

Bon, alors écoutez, pour être le plus précis et le plus simple. D'abord les Français ont voté « non » à la Constitution, nous n'y reviendrons pas, quelle que soit la qualité remarquable du travail de Valéry GISCARD d'ESTAING, cette Constitution n'entrera pas en vigueur puisque les Français ont dit non. Premier point. Deuxième point, je crois très important d'arrêter le course en avant vers l'élargissement tant qu'on n'a pas doté l'Europe de nouvelles institutions. Et je pose très clairement la question de la Turquie. Si je suis président de la République je m'opposerai à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Troisième élément, il faut que l'Europe accepte l'idée de la préférence communautaire. Si on a fait l'Europe, c'est parce qu'on la préfère. Et il faut qu'on arrête la naïveté, dans les négociations OMC, c'est bien beau d'ouvrir nos marchés, je suis d'accord, mais sur la base de la réciprocité et du même moment où on ne peut pas ouvrir nos marchés à des pays qui n'ouvrent pas les leurs. Troisième élément, il faut revenir sur la règle de l'unanimité qui empêche par exemple une politique de l'immigration commune. La règle de l'unanimité au titre du compromis de Luxembourg de 1962 où nul pays ne peut se voir imposer une règle, oui, mais la règle de l'unanimité qui fait que pour tous on avance il faut que tout le monde soit d'accord, non. Ce qui nous permettrait d'avoir effectivement une politique de l'énergie, Madame, une politique de l'immigration, une politique de la sécurité commune. C'est la raison pour laquelle je débloquerai la situation en Europe en proposant un traité simplifié sur laquelle Messieurs ZAPATERO, BLAIR et Madame MERKEL m'ont donné leur accord, qui permettra de doter l'Europe d'un président élu, qui ne fait que cela ; de modifier les compositions de la commission et d'un certain nombre de sujets et qui fera de l'Europe une protection pour les Français et non pas le cheval de Troie de la mondialisation.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Et un traité sans référendum.

NICOLAS SARKOZY

Bien sûr, puisque le référendum c'est pour la Constitution. Ceux qui veulent faire un nouveau référendum c'est qu'ils veulent faire repasser la Constitution. Moi, je ne veux pas d'une nouvelle Constitution, puisque les Français ont dit non. Les Français ont dit non à 55%. On ne va pas recommencer un référendum. Pour leur dire quoi ? Qu'on veut la nouvelle Constitution. Donc pour moi c'est clair. Ils ont dit non... ils ont dit non. On doit débloquer la situation en Europe en modifiant simplement les institutions

européennes sur la base d'un consensus...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Et qu'est-ce qu'on peut faire pour que l'Europe soit plus forte face à des Etats-Unis qui d'ailleurs souhaitent l'entrée de la Turquie dans l'Europe ?

NICOLAS SARKOZY

Oui, mais ceux qui souhaitent l'entrée de la Turquie en Europe c'est ceux qui ne croient pas à l'Europe politique ; puisque l'élargissement sans limite de l'Europe c'est la mort de l'Europe politique. Et de mon point de vue, je suis très clair. D'ailleurs j'aimerais savoir... vous avez été à une réunion de l'International socialiste, où vous avez d'ailleurs été fort applaudie, mais je ne sais pas si vous avez lu la déclaration de l'International socialiste. Elle était favorable à l'entrée de la Turquie en Europe. Est-ce que, Madame, c'est votre position ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Il y a un processus qui est ouvert et vous le savez très bien, le peuple français sera consulté par référendum sur cette entrée...

NICOLAS SARKOZY

Mais quelle est votre position, quel est votre avis, vous ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Donc ce n'est pas la peine de faire peur aux... moi, je pense qu'il faut faire une pause. Que le moment n'est pas venu aujourd'hui de faire entrer la Turquie ?

NICOLAS SARKOZY

Elle doit rentrer ou elle ne doit pas rentrer ?

SÉGOLÈNE ROYAL

De toute façon c'est une échéance, si elle...

NICOLAS SARKOZY

Non. Il faut bien dire aux Turcs, parce que, à force de dire : c'est l'échéance, les négociations ont commencé en 1964, nous sommes en 2007. Il est quand même venu le temps de dire aux Turcs, est-ce qu'on en veut ou est-ce qu'on n'en veut pas. Pour moi d'ailleurs, ce n'est pas une question de démocratie. Ce n'est pas du tout, une question de musulmans, d'Islam. C'est que la Turquie c'est l'Asie mineure, ce n'est pas l'Europe et donc il faut dire clairement à ce grand peuple qu'est la Turquie, qu'ils ont vocation à être le cœur de l'Union de la Méditerranée mais pas le cœur de l'Union européenne.

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais, un processus a été engagé, vous le savez fort bien, avec l'accord de la France, donc la France doit tenir sa parole. On ne peut pas comme ça décider de changer les...

NICOLAS SARKOZY

Non c'est l'unanimité, donc si la France dit « non », la Turquie ne rentre pas.

SÉGOLÈNE ROYAL

On ne peut pas comme ça changer. Le chef de l'Etat a dit que les Français seraient pour tout élargissement supplémentaire, consultés par référendum ; donc les Français seront consultés par référendum.

NICOLAS SARKOZY

Mais vous, votre position, c'est non à la Turquie.

SÉGOLÈNE ROYAL

Pour l'instant, c'est une pause, oui.

NICOLAS SARKOZY

Pour l'instant ; ça peut changer.

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui en effet. Ca peut changer puisque...

NICOLAS SARKOZY

Moi, ça ne changera pas...

SÉGOLÈNE ROYAL

Puisque la parole est donnée.

NICOLAS SARKOZY

Moi ça ne changera pas. Non, la parole n'a pas été donnée...

SÉGOLÈNE ROYAL

Il y a un processus de discussion qui est engagé. Il y a un processus de discussion...

NICOLAS SARKOZY

La discussion, quand on discute, ce n'est obligatoirement pour dire oui. Ou alors dans ce cas-là il ne faut pas engager de discussion. Mais vous venez de dire que ça peut changer. C'est-à-dire que vous pouvez changer d'avis et la Turquie peut rentrer en Europe.

SÉGOLÈNE ROYAL

Pas du tout, il y a des conditions qui sont posées, donc si la Turquie à un moment remplit ces conditions et si le peuple français dit oui, peut-être que d'ici là il y aura aussi d'autres solutions. Il y aura des associations prioritaires, il y a des coopérations renforcées. Je ne crois pas que ça soit de bonne politique comme ça, de claquer la porte à ce grand pays.

NICOLAS SARKOZY

Mais ça n'est pas du tout ma...

SÉGOLÈNE ROYAL

Méfiez-vous parce qu'il y a des forces démocratiques aussi en mouvement en Turquie qui ont besoin d'être consolidées et si vous pensez que...

NICOLAS SARKOZY

Quand vous expliquerez aux habitants de La Cappadoce qui sont européens, vous aurez fait une seule chose, vous aurez renforcé l'islamisme.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je pense qu'il faut être responsable...

NICOLAS SARKOZY

C'est exactement le contraire... ah ben, je le suis...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je pense qu'il faut être responsable à l'égard de l'équilibre du monde et parler comme vous l'avez fait, à l'instant, de la Turquie, je pense que ça n'aide

pas les forces démocratiques à l'intérieur de la Turquie...

NICOLAS SARKOZY

Bien au contraire, bien au contraire, Madame. Etre responsable...

SÉGOLÈNE ROYAL

Si l'Europe se ferme alors que vous savez très bien que l'on peut mettre en place des coopérations privilégiées, que l'on peut voir comment les choses évoluent...

NICOLAS SARKOZY

Mais ça n'a rien à voir avec l'adhésion...

SÉGOLÈNE ROYAL

Que de toute façon ça ne se fait pas avant plus d'une dizaine d'années, et donc n'utilisez pas ce sujet, comme ça, de façon aussi brutale par rapport à un peuple, par rapport à un grand peuple qui a une inspiration peut-être à rejoindre l'Europe.

NICOLAS SARKOZY

Non... puis-je vous dire quelque chose...

SÉGOLÈNE ROYAL

Donc, ne fermez pas, ne claquez pas la porte parce que je pense que c'est dangereux pour l'équilibre du monde.

NICOLAS SARKOZY

C'est tout le contraire, Madame. Depuis quarante ans on laisse accroire à nos amis turcs, car vous avez raison c'est un grand peuple et une grande civilisation, qu'ils ont leur place en l'Union européenne...

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est un pays laïc.

NICOLAS SARKOZY

Ca fait quarante ans qu'on leur fait croire...

SÉGOLÈNE ROYAL

Mais vous avez vu les grandes manifestations pour la laïcité qui viennent d'avoir lieu en Turquie et dont ce mouvement laïc et démocratique.

NICOLAS SARKOZY

Mais quand bien même c'est un pays laïc, il est en Asie mineure, je n'expliquerai pas aux écoliers français que les frontières de l'Europe sont avec l'Irak et la Syrie. Et quand on aura fait du Kurdistan un problème européen, on n'aura pas fait avancer les choses. Et je ne pense pas, très calmement, que la stabilité du monde on va la renforcer en tuant l'Europe. Ceux qui sont les adversaires de l'Europe politique sont pour l'élargissement sans fin de l'Europe. Parce que l'élargissement sans fin de l'Europe empêche la réalisation de l'Europe politique. Je suis pour l'Europe politique. Donc je préfère qu'on dise au Turcs : « vous allez être associés à l'Europe, on va faire un marché commun avec vous, mais vous ne serez pas membres de l'Union européenne, pour une raison très simple, c'est que vous êtes en Asie mineure.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Puisqu'on parle de l'équipe du monde, peut-être un mot sur l'Iran, quand même. Est-ce que pour vous, c'est un pays dangereux ; pour vous deux ?

NICOLAS SARKOZY

Le pays n'est pas dangereux, ce sont les dirigeants de ce pays qui sont extrêmement dangereux. Et avec lesquels il faut être très ferme pour refuser à toutes forces, toute perspective d'obtention pour eux, du nucléaire militaire.

SÉGOLÈNE ROYAL

Il y a longtemps que je me suis exprimée sur cette question-là, même à une époque où ma prise de position avait été contestée ; en effet, il faut interdire l'enrichissement de l'uranium à une dimension industrielle, donc il faut aller au-delà de l'interdiction du nucléaire militaire. Je pense qu'il faut faire plus. Qu'il faut interdire l'enrichissement de l'uranium, y compris à des fins civiles, puisque, aujourd'hui, l'Iran se refuse aux inspections de l'agence de Vienne et donc il faut être extrêmement ferme, puisqu'on sait très bien qu'à partir de la maîtrise de la technologie de l'enrichissement de l'uranium à des fins civiles, on peut ensuite passer à des fins militaires. Donc moi je souhaite une position beaucoup plus stricte que celle que vous avez évoquée.

ARLETTE CHABOT

Les sanctions, vous croyez aux sanctions qui sont actuellement appliquées, ou est-ce qu'à votre avis, il faudra aller plus loin et de quelle manière ?

NICOLAS SARKOZY

Non, la politique des sanctions doublées d'une politique d'union de la communauté internationale, c'est la seule démarche crédible, aujourd'hui, pour maîtriser un président et un gouvernement iranien, on peut considérer que c'est le dossier le plus sensible et le plus dangereux aujourd'hui dans les relations internationales.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Parlons d'un continent qu'on méprise beaucoup, en tout cas qui souffre, c'est l'Afrique. L'Afrique et le Darfour est-ce que votre politique changera par rapport à celle de l'actuel chef de l'Etat, Nicolas SARKOZY d'abord.

NICOLAS SARKOZY

Ecoutez ce qui se passe au Darfour, c'est un scandale absolu, le fait que le gouvernement n'ait pas voulu permettre les corridors humanitaires est inadmissible. Il faut que les dirigeants aient à rendre compte devant un Tribunal Pénal international. Deuxième élément, il y a 450 millions de jeunes Africains qui ont moins de 17 ans, ils ne peuvent pas espérer venir immigrer en Europe. La question du développement de l'Afrique est une question majeure, que je traiterai dans le cadre, d'ailleurs de l'Union de la Méditerranée et troisième élément ça va de pair avec une politique d'immigration choisie en France, avec la réforme du regroupement familial, et je n'autoriserai plus quelqu'un à faire venir sa famille, s'il ne prouve pas qu'il a un logement. Parce que faire venir sa famille quand on n'a pas de logement ce n'est pas possible. Qu'il n'a pas de revenu de son travail et non pas des allocations sociales. Parce que à quoi ça sert de faire venir sa famille si on n'a pas de quoi la faire vivre. Et je souhaite qu'ils apprennent, les membres de la famille, qui vont rejoindre, le Français avant de venir en France.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Ségolène ROYAL, sur l'immigration ?

SÉGOLÈNE ROYAL

D'abord sur le Darfour, en effet, je pense que la communauté internationale, est beaucoup inerte, je pense que des pressions doivent être faites sur la Chine, y compris sur la menace de boycott des Jeux Olympiques pour justement...

ARLETTE CHABOT

Vous êtes favorable à l'idée du boycott ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Justement je ne suis pas favorable au boycott, mais je pense qu'il faut...

ARLETTE CHABOT

Poser le problème ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Poser la question pour que ça bouge et pour mettre fin à ces exactions abominables.

NICOLAS SARKOZY

Le seul point de divergence entre nous, je suis favorable aux Jeux Olympiques en Chine, d'ailleurs je ne comprends pas la position de madame ROYAL qui est favorable au boycott pour les Jeux Olympiques et qui s'est rendue en Chine et qui est revenue de Chine en félicitant la justice commerciale chinoise. Donc si vous êtes favorable au boycott pour les sportifs, pourquoi vous-même n'avez-vous boycotté votre visite ? C'est quand même curieux de dire aux autres « n'allez pas en Chine et vous-même d'y être allée ! » Le mouvement sportif international c'est un mouvement de paix, c'est la jeunesse du monde et au contraire, les Jeux Olympiques à Pékin obligeront la société chinoise à s'ouvrir, comme on l'a toujours vu, le boycott en la matière, c'est une très mauvaise idée.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je suis allée en Chine parce que je pense qu'un futur chef d'Etat français doit aller en Chine...

NICOLAS SARKOZY

Vous ne l'avez pas boycotté.

SÉGOLÈNE ROYAL

Pour voir les entreprises françaises, pour les encourager à conquérir des marchés. Je suis allée en Chine pour rencontrer l'ensemble des dirigeants chinois parce qu'en effet, il y a là des opportunités à saisir et j'ai même visité figurez-vous les installations des Jeux Olympiques. Donc ne déformez pas mes propos. Et je n'ai pas félicité la justice chinoise contrairement à ce qui a été dit. Au contraire j'ai mis en garde les entreprises françaises, sur la rapidité de la justice commerciale chinoise en leur disant que la France protégerai davantage les brevets français. En revanche, j'ai fait des démarches officielles pour la libération d'avocats et de journalistes emprisonnés. Et donc je ne me suis pas tu sur ces sujets, en allant en Chine. En revanche, quand je vois l'urgence du Darfour et le rôle que joue la Chine dans cette partie du monde parce qu'il y a simplement du pétrole dans le sous-sol, si on renonce à toute action, alors on renonce à tout également. Puisqu'il y a là, justement ce grand événement mondial, qui doit intervenir, je suis convaincue que si plusieurs pays intervenaient auprès de la Chine, en disant c'est incompatible, d'organiser les Jeux Olympiques avec la presse du monde entier qui sera là, l'opportunité en effet, de développement pour la Chine et en même temps continuer à fermer les

yeux sur la question du Darfour, je suis convaincue que s'il y avait une démarche conjointe alors cela pourrait bouger en Afrique. Et moi, je suis pour l'action et pas pour l'inaction.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Et sur l'immigration pour être rapide et complet ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Sur l'immigration, je pense qu'il faut une coopération très étroite, euro méditerranéenne, avec les pays du sud de l'Europe. Et en particulier avec l'Espagne et l'Italie, nous en avons d'ailleurs déjà parlé. Avec les deux dirigeants de ces pays, je crois que nous devons réformer en profondeur les politiques d'aide au développement. Qu'aujourd'hui, il y a trop d'argent gaspillé, de détournement de fonds, par des régimes corrompus. Je crois profondément au co-développement, je suis allée à Dakar, j'ai vu, les familles dans ce village de pêcheurs où les jeunes partent en pirogue et se noient en mer. J'ai vu les mères de famille qui étaient là, elles n'ont pas envie que leurs enfants se noient en pleine mer pour rejoindre la France, elles ont envie d'emploi, elles ont envie de microcrédits, elles ont besoin de camions frigorifiques pour leurs poissons. Elles ont besoin d'alimentation pour leurs bêtes, elles ont besoin de projets de développement agricoles. L'Afrique par exemple pourrait très bien utiliser l'énergie solaire, comment se fait-il que ces pays, ces pays francophones aient des modèles de développement qui aujourd'hui les ruinent. Comment se fait-il que l'énergie solaire ne soit pas encore utilisée ? Comment se fait-il que la France et que l'Europe n'aient pas déjà redéfinies les politiques d'aides au développement. Je crois que nous mettrons fin aux migrations de la misère si nous réussissons à réduire les écarts entre pays riches et pays pauvres et je veux...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Alors nous on va essayer de réduire l'écart entre vous deux...

SÉGOLÈNE ROYAL

Et je veux simplement demain que pour l'Europe ce soit une mission prioritaire.

ARLETTE CHABOT

Monsieur Nicolas SARKOZY, est-ce qu'on pourrait terminer sur l'immigration évoquer un sujet qui a été beaucoup discuté aussi dans la campagne. C'est le problème du règlement des sans papiers qui sont aujourd'hui en France. De façon à ce que chacun puisse exprimer sa position sur ce sujet.

NICOLAS SARKOZY

Moi, je prends un engagement devant les Français, si je suis président de la République, je ne ferais pas de régularisation globale. La régularisation globale, la France l'a essayé à trois reprises, en 1981, en 1991, en 1997, chaque fois avec un gouvernement socialiste et chaque fois nous l'avons payé cher puisque c'est un signal envoyé à tous les réseaux de trafiquants du monde entier pour envoyer des clandestins en espérant une régularisation. Je dois dire que j'ai été un peu stupéfait d'entendre madame ROYAL dire qu'elle était prête à donner des papiers aux parents et aux grands-parents de tous les enfants scolarisés en France, comme l'inscription dans une école est un droit, cela veut dire que vous créez alors une nouvelle filière d'immigration. Je le dis comme je le pense, la seule solution possible, c'est le règlement au cas par cas, j'ai

obtenu en matière d'immigration des résultats spectaculaires, il faut aller plus loin. La France doit rester un pays ouvert, doit rester un pays généreux, doit rester un pays accueillant aux réfugiés politiques et notamment aux femmes, je pense à ces infirmières bulgares, je pense aux Tchétchènes, je pense à tous ceux qui sont martyrisés dans le monde, mais la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde. La France pour réserver son pacte social, la France qui est le pays qui a les allocations sociales les plus généreuses d'Europe ne peut pas accueillir tout le monde. Nous avons le droit de choisir de qui est le bienvenu sur notre territoire et de qui n'y est pas souhaité. Ceux qui n'ont pas de papiers seront reconduits dans leur pays.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je pense que c'est un problème très difficile et humainement très douloureux. Et je crois que ces questions-là doivent être dégagées de tout enjeu politicien.

NICOLAS SARKOZY

C'est vrai.

SÉGOLÈNE ROYAL

Et ne doivent pas être exploitées à telle ou telle fin.

NICOLAS SARKOZY

Oui par exemple comme on l'a fait pour les squats de Cachan.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je pense qu'aller...

NICOLAS SARKOZY

Quand un certain nombre de people sont venus protester parce que j'exécutais une décision de justice. Vous avez raison, il ne faut pas faire de polémique, mais il ne faut pas les faire des deux côtés. Ni du mien, ni du vôtre.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je continue. Je pense qu'aller arrêter un grand-père devant une école et devant son petit-fils...

NICOLAS SARKOZY

Ce n'est pas exact, ça ne s'est pas passé comme ça.

SÉGOLÈNE ROYAL

C'est quand même ce qui s'est fait.

NICOLAS SARKOZY

Non, ce n'est pas exact.

SÉGOLÈNE ROYAL

Si c'est exact. Je pense...

NICOLAS SARKOZY

Alors le fait qu'il soit grand-père, le fait qu'il soit grand-père, on doit lui donner ses papiers ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Ce n'est pas ce que je viens de dire, je répète, je pense qu'aller arrêter un grand-père devant une école et devant son petit-fils ce n'est pas acceptable, dans la République française. Par ailleurs, je n'ai jamais dit ce que vous venez de me prêter, je n'ai jamais demandé de régularisation globale et générale de

génération, j'ai dit que cela devait se faire au cas par cas.

NICOLAS SARKOZY

Alors comme je l'ai fait alors, on est d'accord donc.

SÉGOLÈNE ROYAL

Oui, sur le cas par cas on est d'accord, sauf qu'il ne faut pas comme vous l'avez fait peut-être...

NICOLAS SARKOZY

Je vous remercie de ce satisfecit.

SÉGOLÈNE ROYAL

Sauf qu'il ne faut pas, mais je crois que ces sujets sont difficiles, et je vous l'ai dit, je n'ai pas...

NICOLAS SARKOZY

Je prends acte avec satisfaction alors.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je n'ai pas l'intention d'exploiter ces choses de façon politicienne, sauf que je n'irais pas arrêter, moi, des grands-pères devant les écoles et que je ferais les choses humainement.

NICOLAS SARKOZY

C'est-à-dire que vous attendez qu'il est dans l'autre rue pour le faire. Qu'est-ce qui vous a choqué ? Que c'était devant l'école ? Ou que la police de la République faisant un contrôle découvre quelqu'un qui n'a pas de papier ? Alors s'il était dans une autre rue, il était normal que la police fasse son travail, c'est parce qu'il était dans cette rue-là ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Ecoutez, ne jouez pas sur les mots.

NICOLAS SARKOZY

Non, enfin c'est pour essayer de comprendre.

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous savez parfaitement, ne jouez pas sur la misère des gens.

NICOLAS SARKOZY

Ca, non, je ne le fais pas.

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous savez parfaitement de quoi il s'agit. Et que c'est suffisamment douloureux et d'ailleurs quand on regarde...

NICOLAS SARKOZY

Alors qu'est-ce qu'il fallait faire alors ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Quand on regarde les cas individuellement, vous savez très bien que chaque cas est un problème, est une misère, donc c'est très difficile.

NICOLAS SARKOZY

C'est pour ça que j'ai fait du cas par cas. C'est pour ça...

SÉGOLÈNE ROYAL

Eh bien nous ferons du cas par cas, seulement nous ne ferons pas croire...

NICOLAS SARKOZY

La politique d'immigration monsieur POIVRE d'ARVOR ne changera pas c'est une nouvelle.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, ne plaisantez pas avec ces sujets.

NICOLAS SARKOZY

Je ne plaisante pas.

SÉGOLÈNE ROYAL

Ne faites pas de dérision avec ces sujets, ce n'est pas correct humainement vis-à-vis des personnes...

NICOLAS SARKOZY

Mais vous venez de dire que ça ne changera pas.

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit en revanche...

NICOLAS SARKOZY

Alors qu'est-ce qui ne changera pas ?

SÉGOLÈNE ROYAL

J'ai dit en revanche que je n'annoncerai pas comme vous l'avez fait un chiffre à l'avance, pour ensuite examiner les dossiers au cas par cas et pour voir comme par hasard que le nombre de personnes qui ont des papiers correspond au chiffre que vous aviez fixé en amont. Je crois qu'il faut que les règles soient claires, il y a des droits et des devoirs comme vous l'avez dit tout à l'heure.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Ségolène ROYAL, Nicolas SARKOZY...

SÉGOLÈNE ROYAL

Attendez, s'il vous plait.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Oui, mais pardonnez-moi, on a du temps de parole à respecter.

SÉGOLÈNE ROYAL

Ecoutez, on a encore du temps, on a encore beaucoup de temps.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Non, vous savez il est déjà 11 heures 23, donc on est largement en retard. Simplement comme on arrive un tout petit peu à vous mettre d'accord sur ce sujet...

SÉGOLÈNE ROYAL

Vous permettez que je termine sur quelque chose, parce que je voudrais savoir, vous êtes allé récemment dans un foyer de femmes battues et vous avez promis à toutes les femmes battues étrangères, d'avoir des papiers. Est-ce qu'aujourd'hui ces femmes ont eu ces papiers ? Et est-ce que ça vaut pour toutes les femmes battues sans papiers en France ? Deuxièmement vous avez déclaré...

NICOLAS SARKOZY

Je vais répondre à la première question, pourquoi vous ne me laissez pas répondre. J'ai été dans une association qui est absolument remarquable qui

s'appelle CŒUR DE FEMMES qui s'occupe de femmes au bout, du bout, du bout de la détresse. Il y en avait 12 dans la salle, je connais très bien la dirigeante de cette association, avec qui je travaille depuis très longtemps. Je n'en aurais pas parlé, si vous ne m'aviez pas interrogé là-dessus, j'ai confiance en cette femme et je sais que quand elle me soumet des dossiers, c'est des dossiers qui ont été réfléchis et c'est des situations dramatiques. J'assume et je tiendrais mes promesses.

SÉGOLÈNE ROYAL

Donc toutes les femmes, très bien, donc toutes les femmes...

NICOLAS SARKOZY

Mais ça ne veut pas dire parce que c'est CŒUR DE FEMMES, parce que c'est un sujet bien particulier, parce que ce sont des femmes qui sont poursuivies, qui ont été violées, qui ont été battues, et que j'imagine, la France que j'imagine c'est une France généreuse et accueillante voilà.

SÉGOLÈNE ROYAL

Très bien, donc toutes les femmes victimes de violence pourront avoir accès à des papiers en France ?

NICOLAS SARKOZY

Ecoutez, madame en tout cas de CŒUR DE FEMMES, oui.

SÉGOLÈNE ROYAL

Uniquement de CŒUR DE FEMMES, donc vous pensez que la responsabilité...

NICOLAS SARKOZY

Non, mais enfin...

SÉGOLÈNE ROYAL

Que la responsabilité de l'Etat, c'est comme ça de choisir de façon arbitraire, il faut des règles...

NICOLAS SARKOZY

Mais comme vous l'avez dit vous-même au cas par cas.

SÉGOLÈNE ROYAL

Il faut des règles, donc au cas par cas.

NICOLAS SARKOZY

Au cas par cas madame.

SÉGOLÈNE ROYAL

Toutes les femmes victimes de violence, toutes les femmes...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Puisqu'on vous a presque mis d'accord sur ce sujet, on voudrait aborder un sujet que vous n'avez pas, auquel...

SÉGOLÈNE ROYAL

Alors il y avait un autre petit sujet quand même...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Vous n'avez pas répondu au tout début c'est sur les institutions, faut-il passer de la 5^{ème} à la 6^{ème} République ? D'une part et avec quelle majorité voilà ? Avec quelle majorité ?

ARLETTE CHABOT

Alors si vous n'avez pas répondu, je crois au début sur les institutions, si il faut effectivement que la République...

SÉGOLÈNE ROYAL

Non, non, je voulais encore parler des femmes et ce sera...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Non, non, là vraiment...

ARLETTE CHABOT

On va finir sur les femmes, mais monsieur SARKOZY a deux minutes trente de retard, donc il faudrait qu'il puisse rattraper aussi ce retard afin que l'égalité soit respectée.

NICOLAS SARKOZY

Non, moi, je considère qu'il ne faut pas changer les institutions de la République, d'ailleurs je n'ai jamais vu une réunion ou dans la rue quelqu'un m'arrêter en disant, il faut vite, vite, changer les institutions de la République. Ceux qui promettent la 6^{ème} République c'est retour à la 4^{ème}, on l'a vu dans la tragicomédie du vrai-faux débat entre madame ROYAL et monsieur BAYROU. La logique de l'élection présidentielle, c'est le rapport d'un candidat, d'une candidate avec le peuple français, les partis politiques n'essaient pas de récupérer sur le tapis vert, par des manœuvres politiciennes ce qu'ils n'ont pas eu devant les électeurs. La 5^{ème} République nous a apporté la stabilité à donner à chaque Français le droit de voter. J'ajoute que c'est quand même curieux, de demander le changement de République au moment où la démocratie française est de retour avec 85 % de participation au premier tour de l'élection présidentielle. Ce qui est un signe de dynamisme de nos institutions. Alors voilà qu'on a 85 % de Français qui ont voté entre madame ROYAL et moi, 21 millions de Français qui nous ont choisis, en additionnant pour le deuxième tour. Et on va dire ça ne fonctionne pas, on va changer. Moi, je suis opposé à ce changement, il y a quelques changements que je veux faire, j'ai parlé des nominations, je souhaite que le président de la République puisse s'expliquer devant le Parlement, je souhaite que le Parlement ait davantage de pouvoir, je souhaite qu'il y ait un véritable statut de l'opposition notamment avec la présidence de la Commission des Finances. Je souhaite qu'on donne davantage de pouvoir au Parlement pour contrôler le gouvernement. Mais en grâce, n'ajoutons pas la crise institutionnelle, l'instabilité institutionnelle, à toutes les crises et à toutes les incivilités de la...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Gouverner avec quelle majorité pour vous, en ce qui vous concerne ?

ARLETTE CHABOT

Vous parlez d'ouverture, les deux ont parlé d'ouverture.

NICOLAS SARKOZY

Pour moi, c'est très simple, j'ai un projet politique que je n'ai pas changé entre le premier et le deuxième tour, j'ai élargi, naturellement, je gouvernerai avec les gens de l'UMP, mais dans la majorité nos amis de l'UDF ont toutes leurs places. D'ailleurs j'observe avec beaucoup de plaisir que la quasi-totalité des parlementaires, et des élus de l'UDF m'ont rejoint. Et je ne vois pas d'ailleurs pourquoi il en serait autrement, alors que nous avons gouverné ensemble. Et que madame ROYAL disait la veille du premier tour, que

BAYROU c'était pire que SARKOZY. Pardon, sic, quand on sait ce qu'elle pense de moi, ça ne met pas haut l'estime pour monsieur BAYROU. Mais j'irais plus loin, il y a également des hommes et des femmes de gauche qui croient à la gauche, parce qu'ils croient au mouvement et aujourd'hui je veux incarner le candidat du mouvement par rapport à l'immobilisme pardon madame. Et donc je ferai un gouvernement très ouvert de rassemblement. Pourquoi ? Parce que le président de la République ce n'est pas l'homme d'un parti, c'est l'homme de la nation. Le président de la République prend la nation en charge, il doit s'adresser à tous les Français et il doit dire à tous les Français, qu'ils comptent et que dans la nouvelle majorité présidentielle, ils auront leur place.

SÉGOLÈNE ROYAL

Je pense qu'il faut réformer en profondeur les institutions, je crois que la France a changé, le monde a changé et la politique doit changer. Je crois qu'il y a une crise démocratique majeure. Je crois que les Français sont fatigués de la confrontation bloc contre bloc, je crois qu'ils en ont assez aussi d'avoir des institutions qui ne leur ressemblent et je ferais donc une réforme profonde des institutions, une nouvelle République qui s'appellera sans doute la 6^{ème} République, le Parlement en débattrait, les Français également. Enfin...

ARLETTE CHABOT

Par un référendum ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Par référendum oui, bien sûr, je veux d'abord faire en sorte que la démocratie parlementaire fonctionne bien. Et donc le cumul des mandats sera désormais interdit. Le Parlement verra ses droits renforcés, ses pouvoirs de contrôle. Il n'y aura plus une seule loi votée si la loi précédente n'est pas appliquée. Il y a aujourd'hui une loi sur deux votée par le Parlement, qui n'a pas la totalité de ses décrets d'application. Et donc les Français en ont assez, de cette agitation législative qui fait sans doute plaisir au ministre qui les propose. Mais qui sur le terrain n'a pas d'efficacité et n'a pas d'impact. Donc j'ai vécu ce décalage entre les annonces en conseil des ministres, le temps du débat parlementaire, l'absence de décret d'application et donc moi, je veux un Parlement qui fonctionne bien, qui va contrôler l'application des lois. Le 49-3 sera supprimé pour que le débat puisse se faire et l'opposition sera respectée au Parlement. Je veux un Etat impartial et donc l'ensemble des institutions dont l'impartialité doit être garantie, seront désignés à la majorité des 3/5^{ème} de l'Assemblée nationale. Ce sera le cas pour le Conseil Constitutionnel, ce sera le cas pour la Haute Autorité de l'Audiovisuel. Il y aura aussi une modification de la nomination des membres du Conseil Supérieur de la Magistrature. Car je veux que ces institutions retrouvent vraiment leur impartialité et que l'Etat ne soit pas aux mains d'un seul parti.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Ségolène ROYAL...

SÉGOLÈNE ROYAL

Il y aura ensuite une réforme de la démocratie sociale, je l'ai évoqué tout à l'heure. C'est le deuxième pilier, il y aura une nouvelle étape de la décentralisation pour rendre l'Etat plus efficace et plus rapide. Il y aura enfin un pilier sur la démocratie participative, comme c'est le cas dans tous les pays modernes, avec en particulier un référendum d'initiative populaire, possible, des jurys de citoyens qui interviendront et qui permettront ensuite à l'Etat d'avoir une

juste autorité et de ne pas revoir des textes comme le CPE voté de force à l'Assemblée nationale, avec le 49-3 pourtant par une majorité qui a une large majorité, qui détient tous les pouvoirs et malgré cela passe en force avec le 49-3 pour le CPE et qui sous la pression de la rue est obligée de retirer sa réforme. Je pense, je pense...

ARLETTE CHABOT

Nicolas SARKOZY...

SÉGOLÈNE ROYAL

Je pense qu'un Etat moderne et efficace avec une présidente de la République qui rend des comptes et je viendrais rendre des comptes devant l'Assemblée nationale, doit moderniser ses institutions avec notamment aussi bien évidemment la réforme du Sénat et une part de proportionnelle.

ARLETTE CHABOT

Vous aurez trois minutes chacun pour conclure tout à l'heure, mais monsieur SARKOZY, Nicolas SARKOZY a déjà trois minutes de retard. Donc si vous voulez répondre sur ce sujet, Nicolas SARKOZY...

NICOLAS SARKOZY

Vous savez ce n'est pas...

ARLETTE CHABOT

C'est juste pour respecter une égalité qui est...

NICOLAS SARKOZY

Non, mais ce n'est pas un problème...

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Vous rendez ces trois minutes ?

NICOLAS SARKOZY

Mais bien sûr, je rends bien volontiers ces trois minutes à madame ROYAL. Moi, je veux être précis, concret, et je ne juge pas ça à la quantité. Et je donne acte à madame ROYAL, ces trois minutes, je lui donne bien volontiers. Et si vous le voulez je fais ma conclusion ?

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Juste avant qu'on fasse cette conclusion, petite question personnelle comme un petit peu au début, ça fait voilà maintenant plus de deux heures, deux heures et demi que vous débattiez ensemble, c'est la première fois que vous vous retrouvez pendant cette campagne, c'est la première fois depuis 14 ans. Nous, avec Arlette CHABOT, on avait tendance à penser que vous aviez des points communs, vous étiez un peu rebelle dans votre propre camp, résistant, combattant, qu'est-ce que vous pensez l'un de l'autre ? Commençons par vous Nicolas SARKOZY ?

NICOLAS SARKOZY

Ecoutez, moi ce n'est pas d'hier et madame ROYAL le sait bien que je respecte son talent et sa compétence. J'avais eu d'ailleurs l'occasion de le dire, ce qui m'avait valu quelques problèmes avec certains de mes amis et voyez-vous je pense qu'on n'est pas là où elle est par hasard, que le système républicain est fait de telle façon qu'il faut développer de grandes qualités pour être le représentant et le candidat de sa propre formation, et j'ai du respect pour le parcours qui a été celui de madame ROYAL. On a des différences d'appréciations, de points de vue mais je pense qu'on a donné durant cette

campagne franchement l'image d'une démocratie apaisée et en même temps renouvelée d'ailleurs, sinon, il n'y aurait pas eu tant de participation, donc c'est vraiment quelqu'un qui est pour moi davantage une concurrente si elle me le permet qu'une adversaire. Je n'ai pas de, je n'ai bien sûr aucun sentiment personnel d'hostilité à l'endroit de madame ROYAL.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Et vous votre jugement sur Nicolas SARKOZY ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Moi je m'abstiens de jugement personnalisé parce que je crois que le débat politique, c'est d'abord un débat d'idées et de ce point de vue, vous êtes un partenaire de ce débat démocratique que nous avons actuellement, donc je crois que ce qui est important, c'est le choix de société que nous incarnons, la différence de valeurs, la façon dont nous comptons exercer le pouvoir, la vision différente de l'avenir de la France. Et moi je crois beaucoup aux débats d'idées, et je pense que c'est ce que nous avons eu ce soir et je souhaite que les Français puissent ainsi choisir en toute connaissance de cause.

ARLETTE CHABOT

Alors trois minutes chacun.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Cette fois-ci vous avez vraiment le droit à vos trois minutes.

ARLETTE CHABOT

Voilà conclusion de chacun. Nicolas SARKOZY puisque vous avez commencé, madame Ségolène ROYAL finira.

NICOLAS SARKOZY

Ecoutez si on doit résumer les choses, qu'est-ce qui est important pour moi, je l'ai dit en commençant, je vais finir par ça, je crois à l'action. Je crois qu'il est très important de dire à nos compatriotes que la fatalité n'existe pas. Le mot fatalité ne fait pas partie de mon vocabulaire, ça fait trop longtemps que la politique est impuissante et moi je souhaite que la politique soit de retour, la vraie politique, le débat. On s'engage, on fait des promesses et on les tient. Je veux agir, je veux passionnément agir au service de mon pays. Au fond la France m'a tout donné, et venu le temps pour moi, 52 ans, eh bien de tout lui rendre. Je veux faire en France les changements que d'autres ont fait dans d'autres pays, pour que la France reste fidèle à son identité. Il n'y a aucune raison qu'on n'ait pas le plein emploi, il n'y a aucune raison qu'on n'arrive pas à maîtriser l'immigration. Je veux être le président de la République qui rendra leur dignité aux victimes. Je ne mettrai jamais sur le même plan les victimes et les délinquants, les fraudeurs et les honnêtes gens, les truqueurs et la France qui travaille. Je veux résoudre la crise morale française. La crise morale française, elle porte un nom, c'est la crise du travail. Je veux que les travailleurs, ce beau mot de travailleurs qu'on emploie plus soit respecté, soit considéré, je veux porter la question du pouvoir d'achat, je veux protéger les Français face aux délocalisations et puis je veux dire pour terminer à tous ceux qui trouvent que la vie est trop dure, à ceux qui ont mis un genou à terre, à ceux qui ont du mal, à ceux qui ne s'en sortent pas, que pour moi président de la République, s'ils me font confiance, tous ont une utilité, tous ont le droit de travailler, tous ont le droit de vivre debout dignement du fruit de leur activité. Je ne crois pas à l'assistanat. Je ne crois pas au nivellement, je ne crois pas à l'égalitarisme. Je crois au mérite, à l'effort, à la récompense, à la promotion

sociale et plus que tout au travail. Je poserais d'ailleurs les termes d'une conférence sociale sur la qualité de vie au travail. Et je veux dire mes chers compatriotes, c'est possible. Et tout ce que j'ai dit, je le ferais. Je tiendrais scrupuleusement ma promesse et ma parole. Je ne me suis pas engagé à la légère dans cette campagne présidentielle. C'est un choix de vie, c'est un don de soi, c'est une véritable ascèse, je me suis préparé pour ce rendez-vous et si les Français me font confiance, je ne les décevrais pas, je ne les trahirais pas, je ne leur mentirais pas.

ARLETTE CHABOT

Ségolène ROYAL, conclusion ?

SÉGOLÈNE ROYAL

Je suis là devant les Français. D'abord je voudrais remercier ceux qui ont voté pour moi dès le premier tour, ceux qui m'ont rejoint, ceux qui me soutiennent. Je veux m'adresser aussi à ceux qui hésitent encore, je veux leur dire de faire le choix de l'audace, de faire le choix de l'avenir. Je sais que pour certains d'entre eux, ce n'est pas évident de se dire qu'une femme peut incarner les plus hautes responsabilités, d'autres le font à l'échelle de la planète, il y a Angela MERKEL, et donc je crois que c'est possible aussi, on voit comment cette femme est efficace et concrète, est opérationnelle. Moi, je veux être au service de la France avec l'expérience qui est la mienne. Je suis une mère de famille de quatre enfants, j'ai du concilier cet engagement politique et l'éducation de ma famille. Je tiens à des valeurs fondamentales, je pense que tout se tient et que des familles qui fonctionneront bien, l'école qui redeviendra au cœur du pacte républicain, la valeur travail qui sera défendue parce que le travail sera payé à sa juste valeur, la lutte contre toutes les formes d'insécurité, de violence et de précarité, me permettront de construire une France paisible où on pourra réformer sans brutaliser, où jamais je ne dresserais les Français les uns contre les autres, les fonctionnaires contre les autres, ceux qui ont des hures supplémentaires contre ceux qui n'en ont pas, ceux qui ont des parachutes dorés et ceux qui sont licenciés. Je veux rassembler les énergies de ce pays parce que ces énergies sont nombreuses, elles sont même exceptionnelles et je compte en particulier sur la jeunesse et je veux dire aussi à nos anciens qu'ils seront protégés et que je ferais tout pour sauver la sécurité sociale qui est aujourd'hui menacée, je garantirais partout sur le territoire l'accès à la santé et l'accès au service public parce que je sais que c'est une des conditions de l'efficacité économique du pays. Je veux une France créative, je veux une France imaginative, et je veux construire avec vous cette France présidente.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Eh bien à notre tour de vous remercier tous les deux d'avoir animés ce débat en tous les sens du terme au nom donc d'Arlette CHABOT, de TF1...

ARLETTE CHABOT

France 2.

PATRICK POIVRE D'ARVOR

FRANCETELEVISIONS, de toutes les dizaines de chaînes de radio et de télévision qui nous ont relayé ce soir, merci à tous pour votre fidélité. Merci à notre réalisateur Jérôme REVON et le rendez-vous, eh bien ce sera dimanche 20h00. Bonsoir.

ARLETTE CHABOT

Merci, bonsoir. Fin »&